

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

Bénéficiaires de l'aide sociale
des départements et de l'État
en 2000

Claire BAUDIER-LORIN

n° 29 – novembre 2001

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2000.....	6
L' AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	9
L' AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	14
L' AIDE SOCIALE À L' ENFANCE.....	19
DES DISPOSITIFS DÉPARTEMENTAUX D' AIDE SOCIALE FACULTATIVE POUR FAVORISER L' ACCÈS AUX SOINS DE PERSONNES NON ADMISES À LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE.....	23
LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT EN 2000.....	244
LISTE DES ILLUSTRATIONS	29
LISTE DES ENCADRÉS.....	29
LISTE DES GRAPHIQUES	29
LISTE DES TABLEAUX	29
POUR EN SAVOIR PLUS	31
A N N E X E S.....	33
AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS.....	35
<i>Aide sociale aux personnes âgées</i>	<i>33</i>
<i>Aide sociale aux personnes handicapées</i>	<i>49</i>
<i>Aide sociale à l'enfance.....</i>	<i>59</i>
AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT.....	73

Introduction

L'aide sociale, qui relève depuis les lois de décentralisation de 1984 de la compétence des conseils généraux, dispense des prestations et des services répartis en trois principaux secteurs¹ : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées et l'aide sociale à l'enfance. Destinée à des personnes dont les ressources sont trop faibles pour faire face aux besoins liés au handicap, à la vieillesse ou à des difficultés sociales, elle constitue le dernier filet légal de protection et peut être complétée par l'action sociale facultative (encadré 1).

L'article 25 de la loi du 7 janvier 1983 fait obligation aux collectivités locales d'élaborer et de transmettre à l'État les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. Chaque année, la DREES envoie donc aux conseils généraux un questionnaire destiné à collecter au 31 décembre des informations sur les bénéficiaires relevant de leurs compétences. La DREES a, sur l'enquête 2000, ajouté à l'enquête un volet destiné à préciser si les départements ont mis en place des dispositifs d'aide facultative afin de prendre en charge l'accès aux soins de personnes non bénéficiaires de la CMU.

Par ailleurs un questionnaire est adressé aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) pour recueillir les informations concernant l'aide sociale de l'État.

Sont présentés dans ce document les résultats de ces enquêtes au 31 décembre 2000 sur la France métropolitaine et les départements d'outre-mer obtenus à partir d'un taux de réponse de 98 % pour les DDASS, de 91 à 98 % pour les départements selon le questionnaire d'enquête.

Les informations manquantes de la part des services de l'État ou des conseils généraux ont été estimées. En règle générale, ces estimations ont été réalisées en appliquant par variable à chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen, entre 1992 et 2000.

Néanmoins, pour certaines variables, cette méthode d'estimation s'est révélée insatisfaisante. Par exemple s'agissant du nombre de bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) des 60 ans ou plus, en forte baisse cette année, il a été appliqué le taux moyen d'évolution constatée entre 1999 et 2000 sur les départements répondants.

Concernant les données sur le nombre de bénéficiaires de la prestation spécifique dépendance (PSD) au 31 décembre, l'estimation présentée est issue de deux sources complémentaires de la DREES : d'une part l'enquête annuelle sur l'aide sociale et d'autre part l'enquête PSD trimestrielle, utilisée ici pour compléter les rubriques non renseignées.

¹ L'aide médicale gratuite a été supprimée et remplacée au 1^{er} janvier 2000 par la couverture maladie universelle (CMU). Cependant un certain nombre de départements ont mis en place des dispositifs d'aide sociale facultative destinés notamment à aider les non bénéficiaires de la CMU complémentaire à financer leur adhésion à une mutuelle ou à prendre en charge certaines dépenses de soins.

Encadré 1 - Sécurité sociale, aide sociale et action sociale

La Sécurité sociale est la clé de voûte du système de protection sociale français. Elle repose sur des principes d'assurance et de solidarité. Les organismes de Sécurité sociale versent essentiellement des prestations en espèces et couvrent un certain nombre de risques : maladie, accidents de travail, maternité, vieillesse, famille.

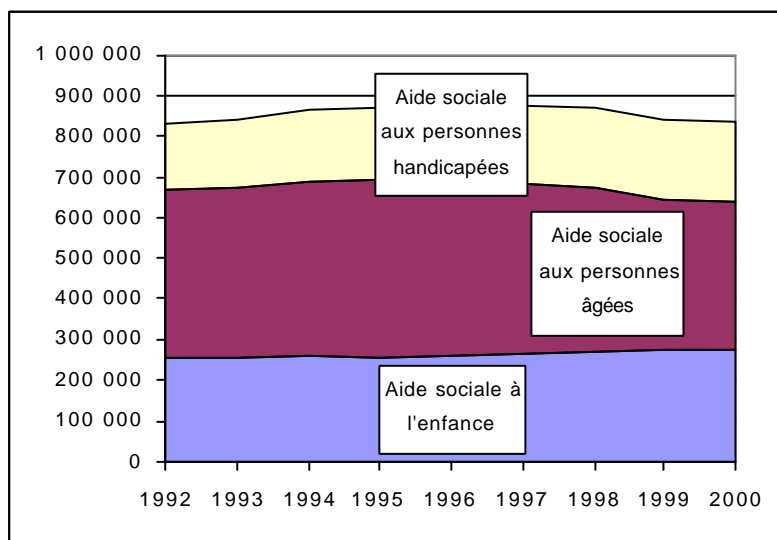
L'aide sociale est légale et obligatoire (code de la famille et de l'aide sociale aux articles 124 et suivants); elle relève du principe d'assistance. Elle présente un caractère supplétif et subsidiaire à la Sécurité sociale. Subordonnée à la notion de besoin, l'aide sociale est spécialisée par champ (vieillesse, handicap, enfance, couverture maladie) et polyvalente. Elle se traduit par des prestations en nature ou en espèces, dont les conditions d'attribution sont fixées par la loi et qui donnent lieu à un financement obligatoire dans un budget public. Au 1^{er} janvier 1984, date d'entrée en vigueur des lois de décentralisation, la quasi-totalité de l'aide sociale a été transférée aux départements, désormais seule collectivité publique de droit commun en matière d'aide sociale. L'État a conservé une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies (notamment pour les sans domicile fixe), et depuis le 1^{er} janvier 2000, a retrouvé une compétence en matière d'aide médicale, avec la création de la couverture maladie universelle (CMU) créée par la loi du 27 juillet 1999.

L'action sociale se situe au-delà des champs couverts par la Sécurité sociale et par l'aide sociale. Qualifiée d'aide « extra-légale » ou facultative, l'action sociale est financée par des ressources de collectivités publiques (Caisse nationale d'assurance vieillesse ou Mutualité sociale agricole, par exemple) mais également par des ressources privées ou des cotisations sociales.

Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2000

Le nombre de bénéficiaires cumulé de l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à l'enfance augmente de 1988 à 1996 et baisse (-5 %) depuis cette date (graphique 1). Cette baisse générale s'est néanmoins très fortement ralentie en 2000 : tandis que l'on comptait 28 500 bénéficiaires de moins entre 1998 et 1999, leur nombre n'a baissé que de 2 000 entre 1999 et 2000.

graphique 1 - Évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale



À la fin 2000, un peu plus de 830 000 personnes ont été prises en charge au titre d'une des trois formes de l'aide sociale (encadré 2). Plus de 360 000 personnes bénéficient de l'aide aux personnes âgées (dont 50 % pour une prise en charge en établissement) et près de 200 000 perçoivent l'aide sociale aux personnes handicapées. Enfin, dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, 142 500 enfants font l'objet d'un placement tandis qu'un peu plus de 132 000 bénéficient d'une aide éducative - action éducative en milieu ouvert ou action éducative à domicile - (tableau 1).

Les différentes catégories de prestations recensées au titre de l'aide sociale connaissent néanmoins des évolutions différenciées (tableau 1) et la répartition entre les différentes sections de l'aide sociale s'est modifiée depuis 1992 : les parts de l'aide sociale à l'enfance et de l'aide aux personnes handicapées se sont accrues, celle de l'aide aux personnes âgées depuis 1995 a diminué (graphique 2).

graphique 2 - Répartition des bénéficiaires de l'aide sociale

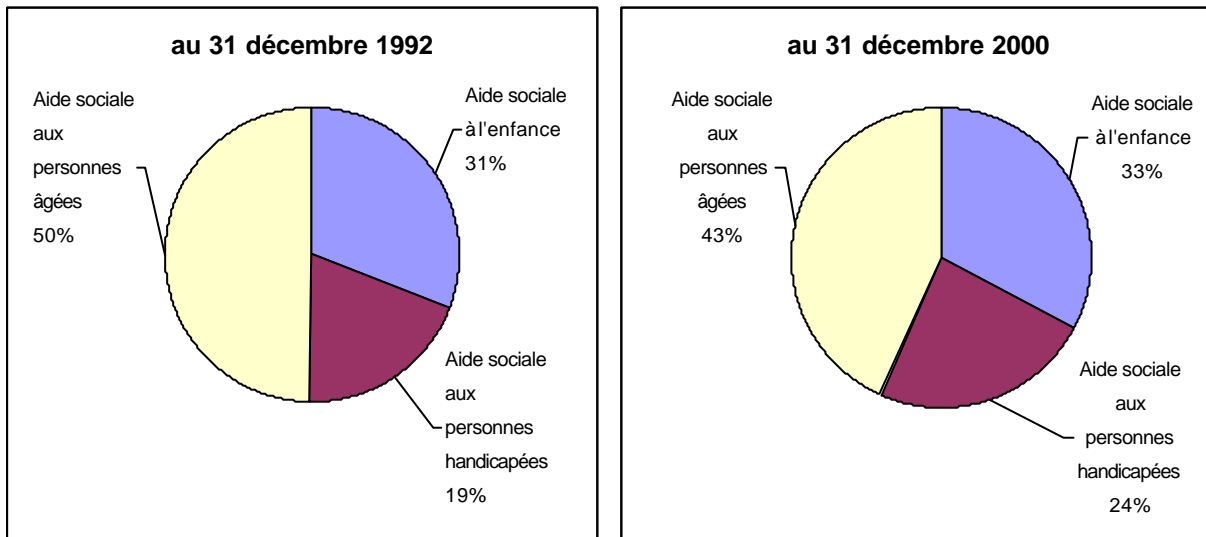


Tableau 1 - Bénéficiaires de l'aide sociale - France entière -

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES									
Aides à domicile	104 439	97 963	94 138	90 769	85 275	89 651	122 114	127 520	133 271
Aides ménagères	104 439	97 963	94 138	90 769	85 275	79 651	75 674	69 608	64 908
PSD à domicile	"	"	"	"	"	10 000	46 440	57 912	68 363
ACTP 60 ans ou +	170 754	184 249	194 249	206 330	209 923	181 616	109 527	65 170	45 956
Aides hébergem.	136 340	136 148	138 510	136 618	133 720	145 556	168 359	177 254	183 512
ASH établissement	135 825	135 536	137 717	135 790	132 834	131 588	127 789	123 743	120 032
Accueil familial	515	612	793	828	886	968	1 010	1 218	1 434
PSD en établiss.	"	"	"	"	"	13 000	39 560	52 293	62 046
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES									
ACTP - 60 ans	78 578	82 537	84 900	87 400	89 401	90 851	93 399	91 674	95 634
Aides ménagères	6 487	7 246	8 051	8 216	9 257	10 043	11 754	12 038	13 049
Aides hébergem.	75 159	77 722	82 033	82 955	85 613	88 556	90 560	90 743	90 613
En établissement	70 116	72 137	75 126	74 801	76 198	78 243	79 507	79 125	79 075
Accueil familial	1 927	1 846	2 349	2 610	2 777	2 971	3 018	3 167	3 382
Accueil de jour	3 116	3 739	4 558	5 544	6 638	7 342	8 034	8 451	8 156
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE									
Enfants confiés	112 181	110 819	111 504	111 963	113 928	114 931	115 851	116 447	116 100
Placements directs	28 920	29 504	29 213	28 599	28 643	28 348	27 814	26 871	26 451
Actions éducatives	116 512	114 412	119 252	117 926	120 925	124 267	127 698	130 788	131 519
Nota : si une personne est bénéficiaire de plusieurs aides, elle est alors comptée plusieurs fois (cf. encadré 2)									
Source : DREES - Enquête aide sociale.									

Encadré 2 Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale

Le graphique d'évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale depuis 1992 couvre une partie des aides dispensées par les conseils généraux au titre de l'aide sociale (graphique 1). Dans la série chronologique, ont été pris en compte :

- Pour l'aide sociale aux personnes âgées (ASPA), les bénéficiaires d'une aide à domicile (aide ménagère et prestation spécifique dépendance) les bénéficiaires d'une allocation pour tierce personne de 60 ans ou plus et les bénéficiaires d'une prise en charge en hébergement (accueil en établissement, au titre de l'aide sociale à l'hébergement ou de la prestation spécifique dépendance et accueil chez des particuliers).
- Pour l'aide sociale aux personnes handicapées (ASPH), les aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie), les bénéficiaires d'une allocation pour tierce personne pour les moins de 60 ans et les bénéficiaires des aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil familial et accueil de jour).
- Pour l'aide sociale à l'enfance (ASE), sont comptabilisés les enfants placés : les enfants confiés à l'ASE et les placements directs par le juge ainsi que les mesures d'aides éducatives (actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) et actions éducatives à domicile (AED)). Sont exclues les aides financières et l'appui d'une travailleuse familiale.

Le calcul effectué mesure donc le nombre de bénéficiaires d'une aide. Dans quelques cas, plusieurs aides sont allouées à une seule personne.

L'aide sociale aux personnes âgées

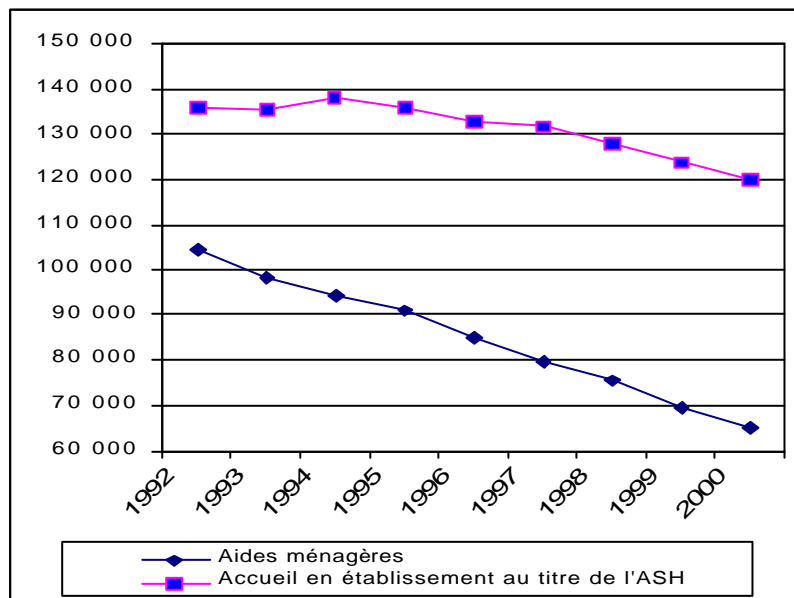
4 personnes âgées sur 7 bénéficient d'une aide en établissement et 3 personnes âgées sur 7 d'une aide à domicile.

1) Aide ménagère au titre du minimum vieillesse

L'aide ménagère a été développée dans le cadre d'une politique de soutien au maintien à domicile des personnes. Elle concerne majoritairement les personnes âgées de soixante-cinq ans ou plus qui bénéficient du minimum vieillesse et vise à leur permettre de rester chez elles, même si elles ne peuvent accomplir seules les actes de la vie quotidienne.

Jusqu'au début des années 80, le nombre de bénéficiaires d'une aide ménagère au titre de l'aide sociale des départements s'est accru. Il a ainsi atteint environ 150 000 bénéficiaires en 1983. En revanche, la baisse entamée depuis le milieu des années 1980 se poursuit à un rythme annuel moyen de 6 % par an depuis 1992, et l'on ne compte plus fin 2000 que 65 000 bénéficiaires (graphique 3). L'élévation du niveau de vie des personnes âgées en est la cause principale. Ainsi, depuis 1992, le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse a baissé de plus d'un tiers passant d'environ 1 100 000 à 700 000 actuellement.

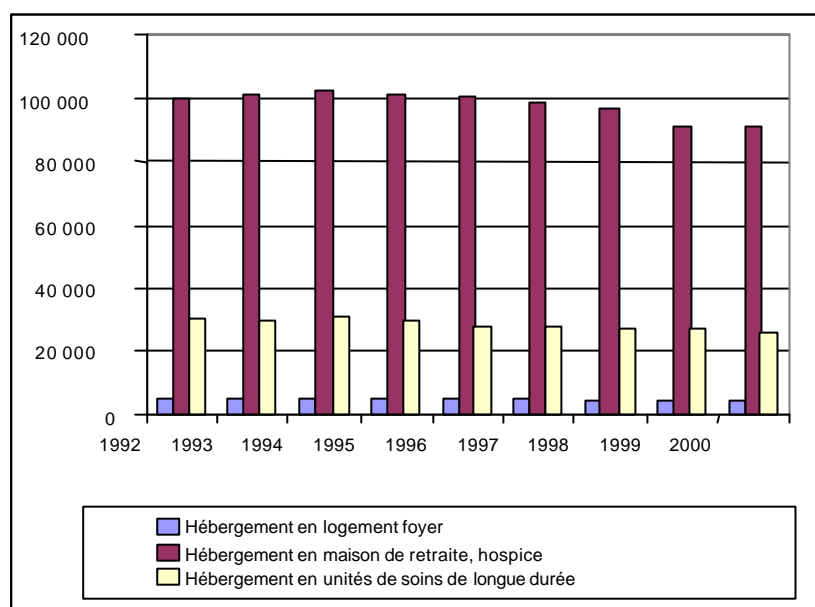
graphique 3 - Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide ménagère ou d'une aide à l'hébergement



2) Aide sociale à l'hébergement (ASH)

De la même manière, le nombre de personnes âgées bénéficiant de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) pour un hébergement en établissement diminue (graphique 3), et ce quel que soit le type d'établissement (graphique 4).

graphique 4 - Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement



Cette baisse, de plus de 12 % en huit ans, se stabilise depuis trois ans autour de 3 % par an. Elle s'explique à la fois par l'augmentation du niveau de vie des personnes âgées et par un accueil des personnes âgées en institution de plus en plus tardif. Elles sont alors plus dépendantes, ce qui fait intervenir les autres mécanismes d'aide : l'allocation pour tierce personne et, depuis 1997, la prestation spécifique dépendance.

3) Prise en charge au titre de leur dépendance (ACTP et PSD).

L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), créée par la loi du 30 juin 1975, a été, jusqu'à l'instauration de la prestation spécifique dépendance (PSD) par la loi du 24 janvier 1997, l'instrument majeur de l'aide aux personnes âgées dépendantes. Elle était destinée à prendre en charge l'aide d'une tierce personne pour les actes de la vie quotidienne d'individus dont le taux d'incapacité était reconnu à 80 %. Jusqu'en 1996, 70 % de cette aide étaient versés à des personnes de 60 ans ou plus (tableau 2).

Tableau 2 - Évolution du nombre de bénéficiaires d'une ACTP - France entière -

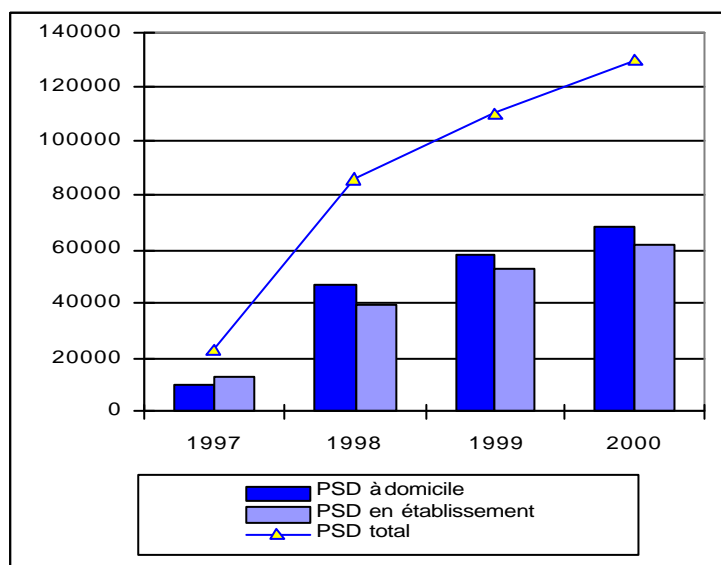
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
ACTP 60 ans ou +	170 754	184 249	194 249	206 330	209 923	181 616	109 527	65 170	45 956
ACTP - de 60 ans	78 578	82 537	84 900	87 400	89 401	90 851	93 399	91 674	95 634
TOTAL ACTP	249 332	266 786	279 149	293 730	299 324	272 467	202 927	156 844	141 590
En droits ouverts au 31 décembre									
Source : DREES - Enquête aide sociale.									

Depuis 1997, le nombre de bénéficiaires de l'ACTP de 60 ans ou plus a régulièrement diminué en raison de la mise en place de la PSD (tableau 3). En 1999, le nombre de bénéficiaires d'une ACTP en faveur des personnes âgées de 60 ans ou plus, en diminution de 70 % par rapport à 1996, est devenu inférieur à celui des bénéficiaires de la PSD et au 31 décembre 2000 on ne comptait plus que 46 000 bénéficiaires, aidés dans huit cas sur dix à domicile, contre encore 210 000 en 1996. À l'inverse le nombre de bénéficiaires de la PSD, depuis 1997 date de sa création, a augmenté et à la fin 2000, plus de 130 000 personnes en bénéficiaient, dont plus de la moitié à domicile, soit une augmentation de plus de 18 % par rapport à 1999 (graphique 5).

Tableau 3 - Comparatif bénéficiaires ACTP de 60 ans ou plus et PSD - France entière

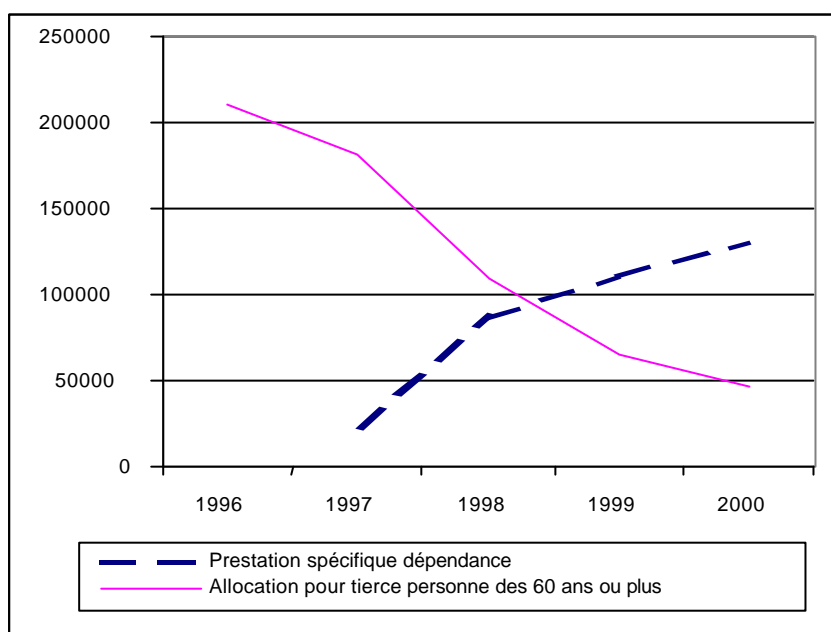
	1997	1998	1999	2000
ACTP 60 ans ou +	181 616	109 527	65 170	45 956
PSD	23 000	86 000	110 250	130 409
Ensemble	204 616	195 527	175 420	176 365
En droits ouverts au 31 décembre				
Source : DREES - Enquête aide sociale.				

graphique 5 - Évolution du nombre de bénéficiaires de la PSD



Fin 2000, le nombre total de personnes bénéficiant d'une prestation au titre de la dépendance (PSD ou ACTP) s'établit à 176 500. Ce chiffre est similaire à celui observé en 1999 mais il est inférieur de 16 % au nombre de bénéficiaires de l'ACTP de 60 ans ou plus recensés en 1996 (graphique 6). La PSD continue à s'appliquer en 2001, mais sera remplacée début 2002 par l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

graphique 6 - Évolution du nombre de bénéficiaires de l'ACTP de 60 ans ou plus et de la PSD



4) Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale.

La mise en regard des structures par sexe des populations en ménage ou en collectivité et des populations de bénéficiaires révèle des différences notables selon que l'on observe l'aide à domicile ou l'aide à l'hébergement (graphique 7).

Ainsi à domicile, les hommes âgés de 60 ans ou plus ne représentent que 22 % des bénéficiaires d'une aide à domicile² alors qu'ils sont 43 % à vivre dans un ménage³ - INSEE 1999 -.

En revanche, les femmes recourent proportionnellement davantage à une aide à domicile. Elles sont en effet 78 % à bénéficier d'une aide à domicile alors qu'elles ne représentent que 57 % des ménages des 60 ans ou plus - INSEE 1999-.

En établissement le rapport entre la population hommes/femmes en collectivités⁴ et les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement⁵ est comparable :

² Bénéficiaires d'une aide ménagère et de la PSD à domicile.

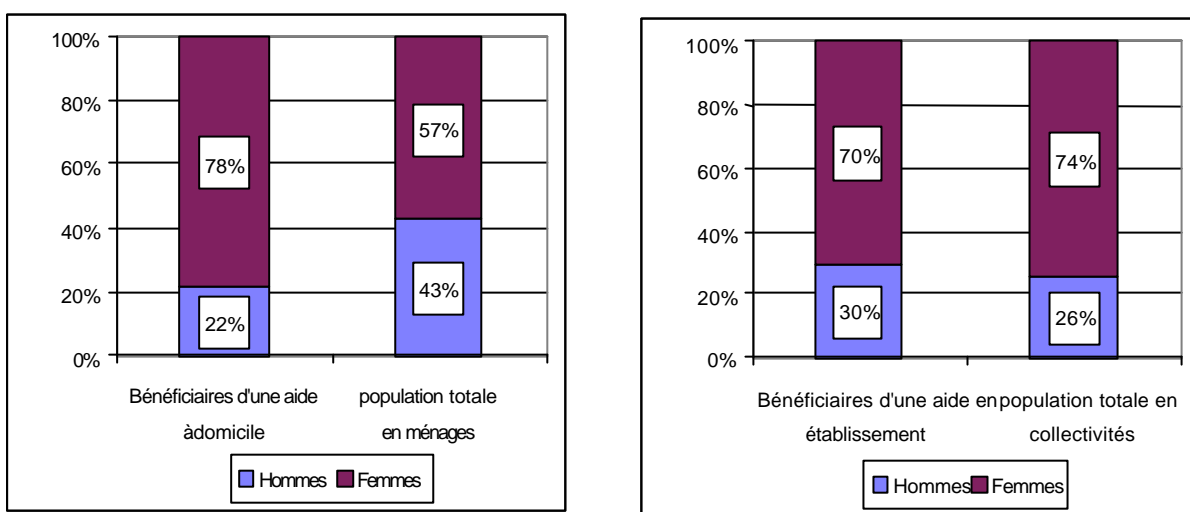
³ Les ménages, au sens du recensement, incluent les personnes qui vivent en logements-foyers. Les logements-foyers, dans les enquêtes de la DREES, sont classés dans les établissements.

⁴ On ne compte ici dans les collectivités que les maisons de retraite et les unités de soins de longue durée.

- 74 % de la population en collectivités est constituée de femmes - INSEE 1999 - et elles représentent 70 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement ;
- 26 % de la population en collectivités est constituée d'hommes - INSEE 1999 - et ils représentent 30 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

Au total, les femmes représentent donc près de 3/4 des bénéficiaires d'une aide alors qu'elles ne représentent que 58 % de la population française de cet âge - INSEE 1999 -

graphique 7 - Sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement ⁶



5) Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale.

Les 85 ans ou plus qui ne représentent que 2 % de la population française et dont 72,5 % sont des femmes - INSEE 1999 - constituent la part la plus importante de la population des bénéficiaires. En effet cette tranche d'âge regroupe des personnes qui émargent de façon importante à l'aide sociale en raison de faibles ressources financières (petites retraites, femmes n'ayant jamais été salariée...).

En particulier, les 85 ans ou plus qui ne représentent que 9 % de la population en ménages⁷ - INSEE 1999, - représentent 41 % des bénéficiaires de l'aide sociale à domicile⁸. En établissements, alors qu'elles constituent 59 % de la population en collectivités⁹ - INSEE 1999 -, elles représentent 47 % des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement¹⁰.

⁵ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, de la PSD en établissement ou d'un accueil familial.

⁶ Étude réalisée à partir de 54 départements répondants pour l'aide à domicile et 50 départements répondants pour l'aide à l'hébergement.

⁷ Les ménages, au sens du recensement, incluent les personnes qui vivent en logements-foyers. Les logements-foyers, dans les enquêtes de la DREES, sont classés dans les établissements.

⁸ Bénéficiaires d'une aide ménagère et de la PSD à domicile.

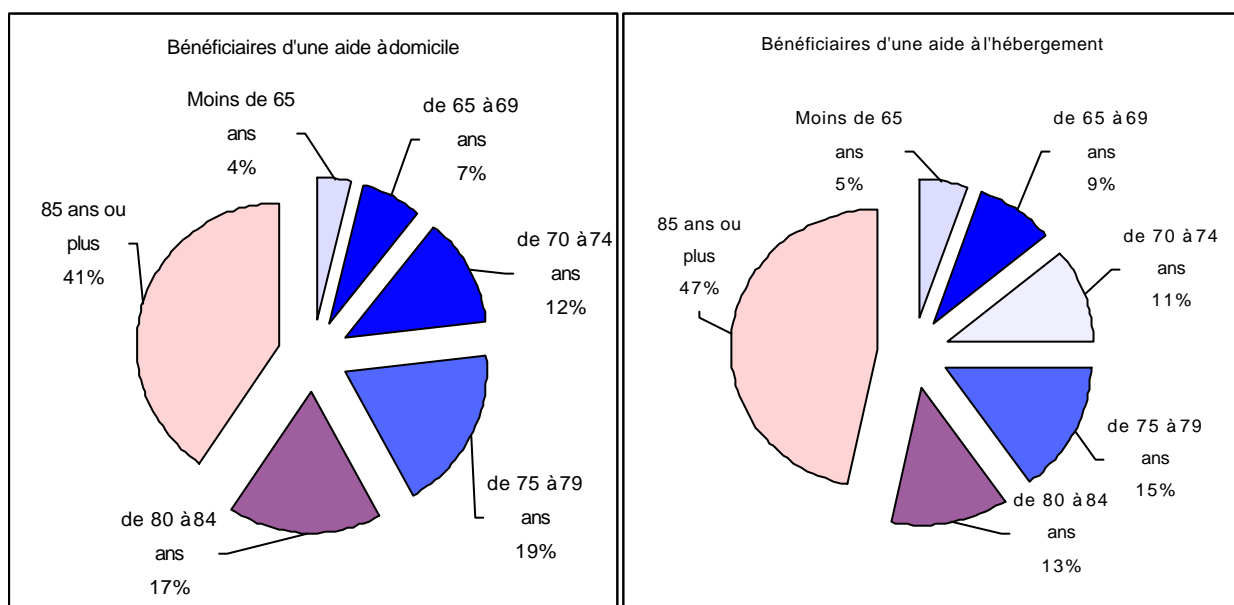
⁹ On ne compte ici dans les collectivités que les maisons de retraite et les unités de soins de longue durée.

¹⁰ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, de la PSD en établissement ou d'un accueil familial.

En revanche, les personnes âgées de 75 à 84 ans, qui représentent 5 % de la population française et dont 61,5 % sont des femmes - INSEE 1999 -, sont globalement moins dépendantes et proportionnellement plus nombreuses à rester chez elles. Elles constituent :

- 25 % de la population en ménages - INSEE 1999 - et représentent 36 % des bénéficiaires d'une aide à domicile ;
- 25 % de la population en collectivités - INSEE 1999 - et représentent 28 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement (graphique 8).

graphique 8 - Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement ¹¹



L'aide sociale aux personnes handicapées

En application de l'article 166 du Code de la famille et de l'aide sociale, l'aide sociale en faveur des adultes handicapés intervient sous forme d'une prise en charge des frais inhérents à une aide à domicile, à un accueil par des particuliers ou encore à un placement dans un établissement médico-social. 200 000 personnes ont bénéficié d'une telle aide en 2000, dont environ 52 % d'une aide à l'hébergement.

¹¹ Étude réalisée à partir de 46 départements répondants pour l'aide à domicile et 47 départements répondants pour l'aide à l'hébergement.

1) L'aide à domicile.

13 000 personnes handicapées ont une aide à domicile dispensée sous la forme de l'appui d'une aide ménagère ou d'une auxiliaire de vie. Le nombre de bénéficiaires de ce type d'aide a doublé depuis 1992, mais concerne seulement 6,5 % des bénéficiaires de l'aide sociale aux handicapés.

2) L'accueil de jour et l'accueil par des particuliers.

Les solutions alternatives à l'hébergement en établissement, tels l'accueil de jour ou l'accueil familial, bien qu'en évolution, ne touchent encore que 11 % des bénéficiaires en 2000. L'accueil de jour a été presque multiplié par trois depuis 1992 et concerne désormais un peu plus de 8 000 personnes. Quant à l'accueil familial, s'il progresse depuis 1992, il reste encore marginal (un peu plus de 3 % des aides à l'hébergement).

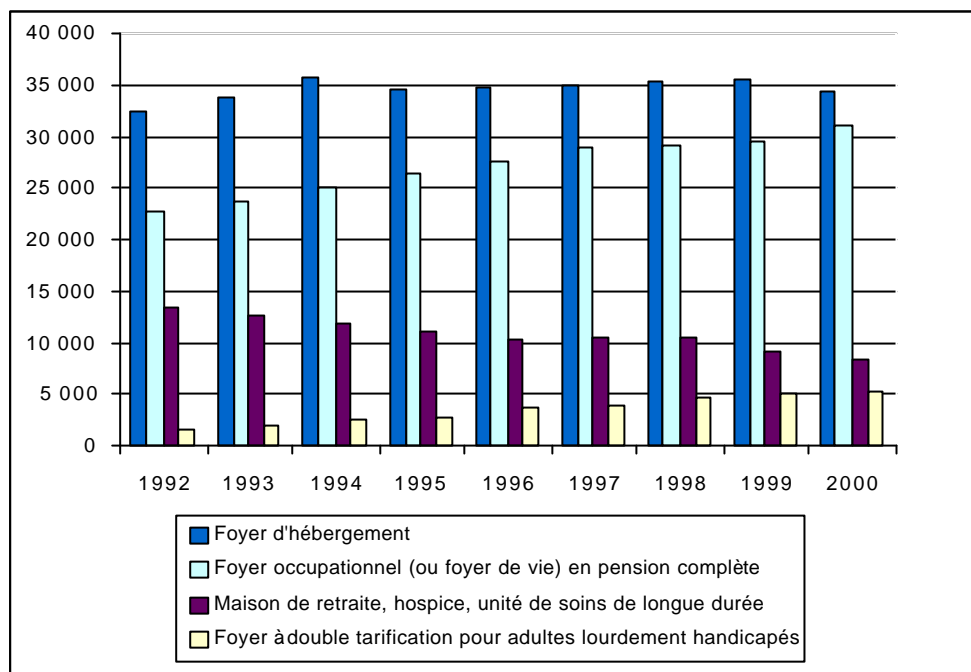
3) Le placement dans un établissement médico-social.

Les aides à l'hébergement se concentrent sur des prises en charge en établissement, avec un nombre de bénéficiaires en augmentation continue depuis 1992. En 2000 on enregistre néanmoins une stagnation (79 075 bénéficiaires à la fin 2000).

En établissement, l'hébergement se répartit globalement entre deux types de structures : les foyers d'hébergement et les foyers occupationnels. Un peu plus du tiers des adultes handicapés qui travaillent en centre d'aide par le travail (CAT) est hébergé en foyers d'hébergement¹². La croissance régulière des places en CAT a donc un effet d'entraînement sur la création de places en foyers d'hébergement (graphique 9).

¹² Source : DREES - Enquête sur les établissements sociaux et médico-sociaux au 31.12.95

graphique 9 - Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement par type d'établissement



4) *L' allocation compensatrice pour tierce personne.*

Quasiment une aide sur deux octroyée en 2000 aux personnes handicapées est une allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), dont 12 % versés à des personnes accueillies en établissement. Cette proportion est stable depuis 1992.

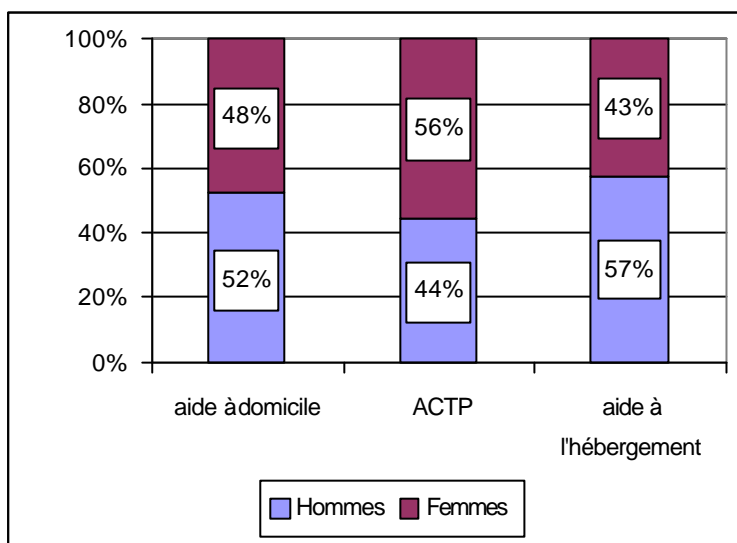
L'ACTP permet à la personne handicapée de faire face aux frais engendrés par son handicap et notamment à l'obligation d'avoir recours à une tierce personne pour l'accomplissement des actes de la vie quotidienne. Le bénéficiaire doit être âgé d'au moins 16 ans, présenter un taux de handicap supérieur ou égal à 80 % et justifier de ressources inférieures au plafond d'attribution de l'allocation adulte handicapé majoré par le montant de l'allocation compensatrice.

Depuis 1992, le nombre de bénéficiaires de l'ACTP en faveur des moins de 60 ans ne cesse de croître, avec une augmentation notable de 17 000 bénéficiaires (soit 22 % en huit ans). Entre 1999 et 2000, ce nombre a notamment augmenté de 4,5 %.

5) Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale.

Qu'il s'agisse d'une aide à domicile ou d'une aide à l'hébergement, les bénéficiaires sont majoritairement masculins. On note que les hommes représentent 57 % d'une aide à l'hébergement¹³ et 52 % d'une aide à domicile¹⁴. L'ACTP¹⁵ est, quant à elle, davantage versée à des femmes (56 %) (graphique 10).

graphique 10 - Sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement¹⁶



6) Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale.

La population bénéficiaire d'une aide à l'hébergement¹³ est en structure plus jeune que celle bénéficiaire d'une aide à domicile¹⁴. En effet parmi les bénéficiaires les personnes handicapées de moins de 35 ans sont proportionnellement 4 fois plus nombreuses en établissement qu'à domicile et les personnes handicapées de 45 ans ou plus sont, elles, proportionnellement 2,5 fois plus nombreuses à domicile qu'en établissement (graphique 11).

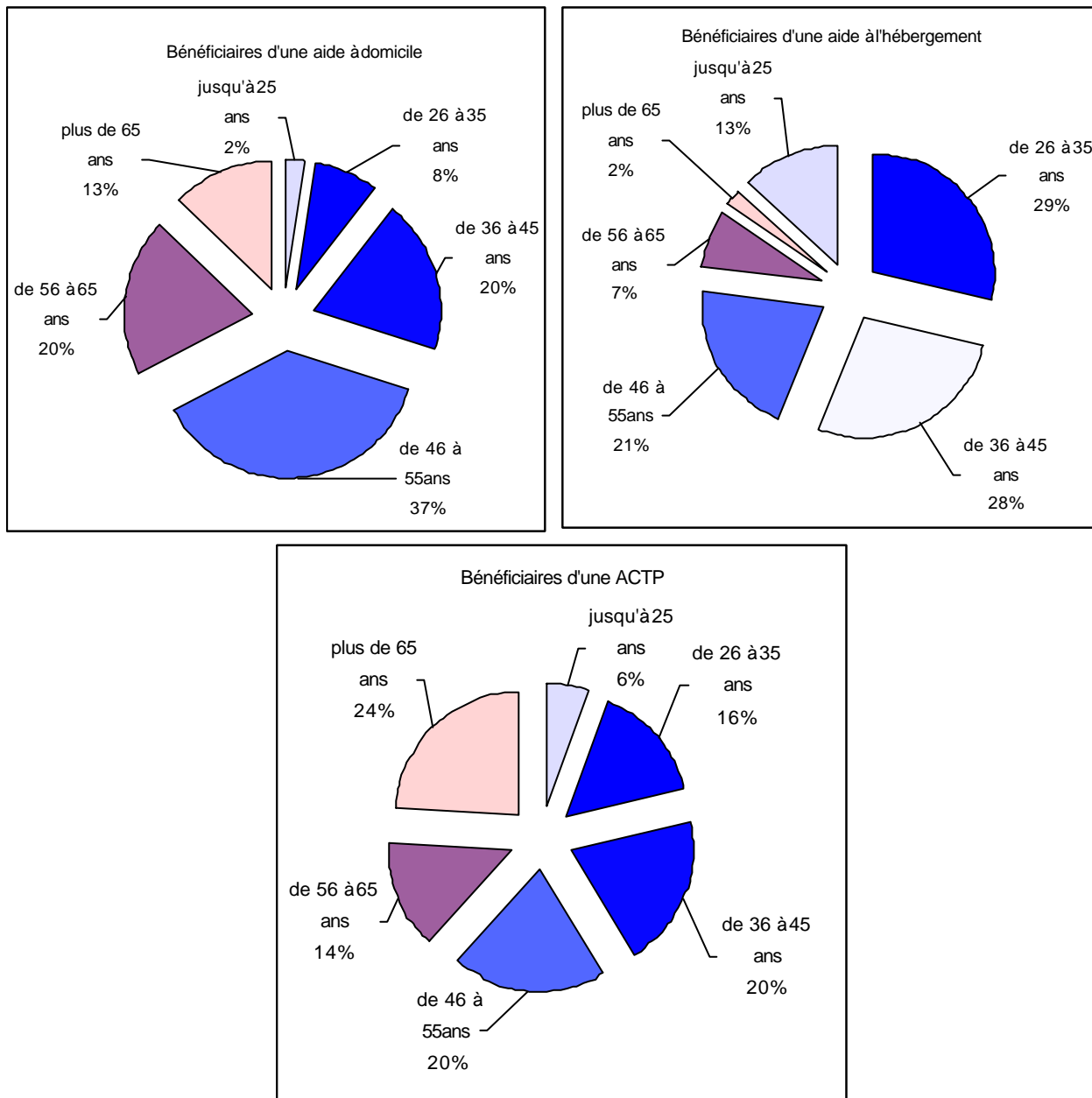
¹³ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, d'un accueil de jour, d'un accueil par des particuliers, de services d'accompagnement en milieu ordinaire, de jeunes majeurs bénéficiant de l'amendement Creton, de mineurs en éducation spéciale.

¹⁴ Bénéficiaires d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie.

¹⁵ Bénéficiaires d'une allocation compensatrice pour tierce personne à domicile ou en établissement.

¹⁶ Étude réalisée à partir de 48 départements répondants pour l'aide à domicile et 49 départements répondants pour l'aide à l'hébergement

graphique 11 - Âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP¹⁷



En ce qui concerne l'ACTP, la structure par âge de ces bénéficiaires est assez homogène. On constate toutefois que les moins de 25 ans ont proportionnellement moins recours à l'ACTP et que les personnes âgées de plus de 65 ans représentent encore un quart des bénéficiaires malgré la mise en place de la PSD.

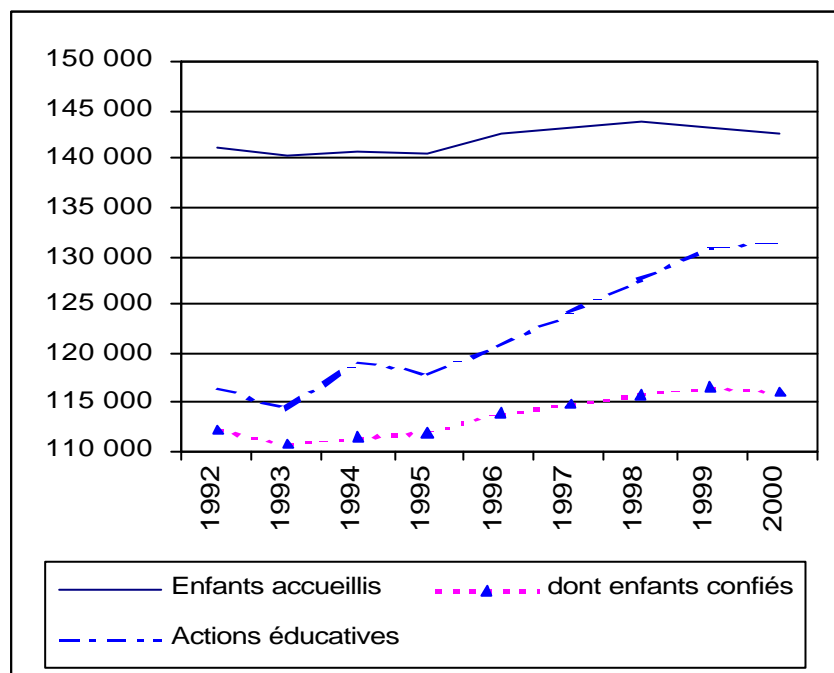
¹⁷ Étude réalisée à partir de 48 départements répondants.

L'aide sociale à l'enfance

Dans le cadre de leur mission de protection de l'enfance en danger et en difficulté, les services de l'aide sociale à l'enfance (ASE) des départements ont recours à trois principales prestations : les aides à domicile, les mesures de milieu ouvert et les mesures de placement. Les résultats donnés ici ne concernent que les mesures de placement (encadré 3) et les mesures d'aide éducative (encadré 4).

En 2000 l'aide sociale à l'enfance départementale a pris en charge 142 600 enfants dans le cadre d'une mesure de placement et en a suivi 131 500 dans le cadre d'une action éducative (graphique 12).

graphique 12 - Évolution du nombre de bénéficiaires de l'ASE



1) Mesures de placement : les placements directs par le juge, les mesures administratives et judiciaires confiées à l'ASE.

Les enfants accueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance regroupent les enfants confiés à l'ASE qui bénéficient d'une mesure de placement administrative ou judiciaire et les enfants placés directement par le juge (encadré 3).

Encadré 3 – Les mesures de placements de l'aide sociales à l'enfance

Les mesures de placement à l'aide sociale à l'enfance (ASE) sont de trois types. Les mesures administratives sont décidées directement par le service de l'ASE à la suite d'un signalement. Dans ce cas, c'est le président du conseil général qui décide du type de mesure dont va bénéficier l'enfant ou l'adolescent. Il s'agit de l'accueil provisoire des mineurs, de l'accueil provisoire des jeunes majeurs et du fait que les enfants deviennent pupilles de l'État. Les mesures judiciaires, quant à elles, sont décidées par le juge des enfants au titre de l'assistance éducative. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent : la délégation de l'autorité parentale à l'ASE ; le retrait partiel de l'autorité parentale et le placement à l'ASE par le juge des enfants. Enfin, les placements directs sont prononcés par le juge, qui place lui-même l'enfant directement dans un établissement ou auprès d'un tiers ou délègue l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement sans passer par le service d'ASE auquel la décision s'impose.

Le nombre de placements directs est en diminution depuis 1992 (- 8,5 %). Il concerne 26 500 bénéficiaires fin 2000.

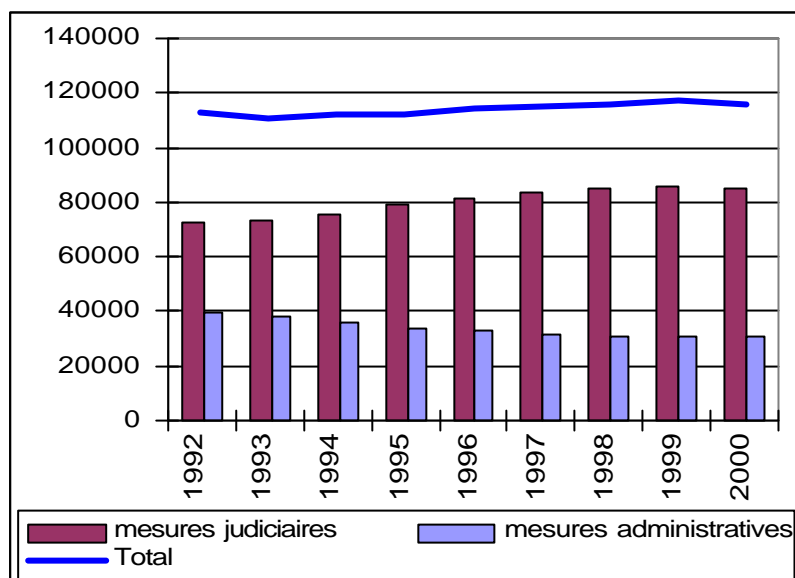
Le nombre d'enfants confiés à l'ASE, au titre d'une mesure administrative ou judiciaire a, quant à lui, augmenté de 3,5 % au cours de la période 1992-1999 pour se stabiliser en 2000. Cette augmentation résulte de deux mouvements inverses : le nombre de mesures administratives a baissé de 22 % en huit ans tandis que le nombre de placements à l'ASE ordonnés par le juge a, lui, augmenté de 18 %. Ces mouvements s'infléchissent en 2000 : le nombre de mesures judiciaires ainsi que celui concernant les mesures administratives se stabilise en 2000 (tableau 4 et graphique 13).

Tableau 4 - Les enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance - France entière -

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Enfants confiés	112 181	110 819	111 504	111 963	113 928	114 931	115 851	116 447	116 098
Dont mesures judiciaires	72 431	73 269	75 776	78 728	81 424	83 333	84 711	85 521	85 040
Dont mesures adm.	39 750	37 550	35 728	33 235	32 504	31 598	31 046	31 177	31 058
Placements directs	28 920	29 504	29 213	28 599	28 643	28 348	27 814	26 871	26 502
Enfants accueillis	141 101	140 323	140 717	140 562	142 571	143 279	143 665	143 318	142 600

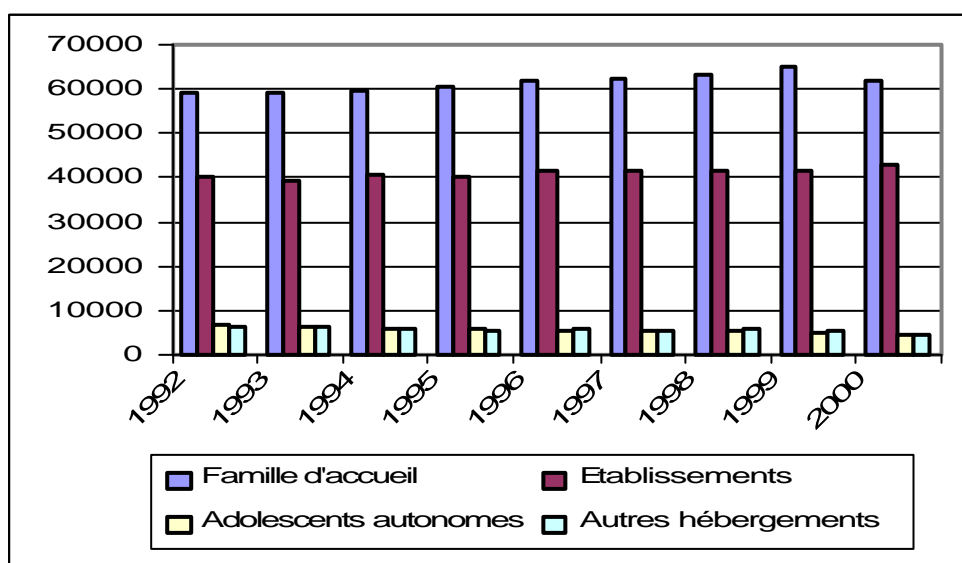
Source : DREES - enquête aide sociale

graphique 13 - Enfants confiés à l'ASE partage entre mesures judiciaires et mesures administratives



L'orientation des enfants confiés à l'ASE suite à une mesure de placement est restée, depuis 1992, relativement stable. Le placement en famille d'accueil demeure le mode privilégié : 62 000 enfants en bénéficient. Le placement en établissement concerne pour sa part 42 800 enfants, placés en grande majorité dans des maisons d'enfants à caractère social. Les autres modes d'hébergement, comme les lieux de vie ou les internats scolaires, ainsi que les formes d'hébergement pour adolescents autonomes restent relativement marginaux et leurs parts respectives baissent depuis 1992 par rapport aux autres modes de placement (graphique 14).

graphique 14 - Enfants confiés à l'ASE : nature du placement



2) Les actions éducatives menées en milieu ouvert ou à domicile par des travailleurs sociaux.

Encadré 4 – Les actions éducatives

Les actions éducatives sont menées à domicile par des travailleurs sociaux (assistants sociaux, éducateurs, psychologues), elles interviennent, en principe, auprès d'un enfant nommément désigné. Mais bien souvent le travail est mené également sur la famille, en vue d'apporter une aide psychologique, éducative et éventuellement matérielle. L'objectif est d'exercer une action préventive pour éviter un retrait de l'enfant du milieu familial, et donc un éclatement des familles, ou pour préparer un placement. En terme décisionnel, on distingue l'action éducative à domicile (AED) décidée par l'ASE dans le cadre de l'article 40, alinéa 1 du CFAS et l'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire (décision du juge des enfants dans le cadre de l'assistance éducative des articles 375 du Code civil) et contraignante vis-à-vis de la famille. Dans tous les cas, les actions éducatives sont financées par l'ASE sous forme d'un prix de journée.

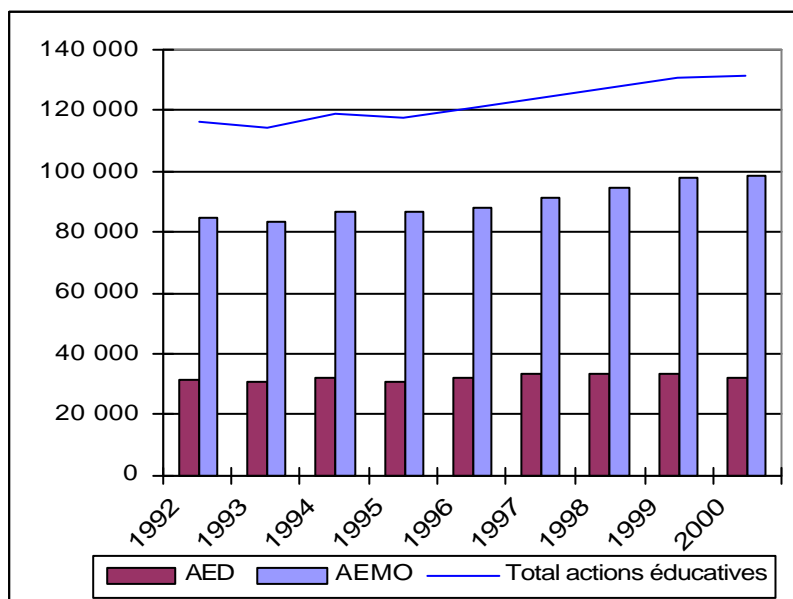
Depuis la fin des années 1990, les aides éducatives (actions éducatives en milieu ouvert et actions éducatives à domicile) concernent un nombre d'enfants supérieur à celui des enfants confiés à l'ASE. Cette tendance confirme l'attention portée par la protection de l'enfance au maintien de l'enfant dans son environnement. Au 31 décembre 2000, ces aides éducatives concernent 131 500 enfants dont 75 % relèvent d'une décision judiciaire (tableau 5, graphique 15).

Tableau 5 - Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative depuis 1992 - France entière -

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
AED	31 597	30 912	32 482	31 127	32 638	33 065	33 164	33 025	32 710
AEMO	84 915	83 500	86 770	86 799	88 287	91 202	94 534	97 763	98 787
Actions éducatives	116 512	114 412	119 252	117 926	120 925	124 267	127 698	130 788	131 497

Source : DREES - enquête aide sociale

graphique 15 - Évolution des actions éducatives



Des dispositifs départementaux d'aide sociale facultative pour favoriser l'accès aux soins de personnes non admises à la couverture maladie universelle

La loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) a substitué celle-ci à l'aide médicale gratuite (AMG), auparavant gérée par les conseils généraux dans le cadre de l'aide sociale. Pour autant, certains départements ont, dès 2000, mis en place des dispositifs facultatifs pour favoriser l'accès aux soins des personnes non admises à la CMU. Parmi les 74 départements ayant répondu à notre enquête, la moitié a indiqué n'avoir encore rien engagé, certains mentionnant néanmoins avoir entrepris une réflexion sur le sujet¹⁸.

L'objectif était pour certains de limiter les effets de seuil pour des personnes non admises à la CMU mais dont les ressources étaient très proches du plafond fixé pour en bénéficier (3 500 francs par mois pour une personne seule au 1^{er} janvier 2000 revalorisé fin 2 000 à 3 600 francs) pour d'autres il s'agissait de développer, au-delà de la politique nationale, des aides propres au département, le plus souvent en direction de populations spécifiques et dont la vocation pouvait être de maintenir, sur le département, le même niveau de prise en charge que celui qui existait avant la mise en place de la CMU¹⁹.

Deux types d'aides se font jour²⁰.

1) Des aides départementales destinées au financement d'une mutuelle.

29 départements, sur les 37 ayant engagé une action, ont mis en place des dispositifs afin d'aider les personnes ne bénéficiant pas de la CMU à payer une couverture complémentaire mutualiste.

Ces aides sont en général ciblées sur des publics particuliers : 8 départements ont développé cette aide en direction exclusive des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement (ASH), 15 en direction des personnes âgées et des personnes handicapées également bénéficiaires de l'ASH, 4 autres destinent cette aide à tous les publics mais, dans ce cas, soumettent son octroi à des conditions de ressources (3 857 francs par mois pour le premier, 3 900 francs par mois pour deux autres ou encore, pour le dernier, un niveau de ressources compris entre le seuil fixé pour un accès à la CMU et celui qui prévalait dans leur département pour avoir droit à l'AMG). Enfin, 2 départements réservent cette aide à un public âgé de 16 à 25 ans.

¹⁸ Quelques départements ont signalé l'existence d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif et portant sur le montant de la Dotation Générale de Décentralisation et son calcul (notamment les années de référence retenues) au moment du passage de l'AMG à la CMU.

¹⁹ Certains départements avaient en effet des conditions d'accès, notamment en terme de barèmes de ressources et de remboursements des dépassements tarifaires, qui pouvaient être plus avantageux que ceux inscrits dans la loi CMU qui avait entre autre pour vocation d'égaliser sur l'ensemble du territoire les conditions d'admission aux droits. Voir Marie RUAULT, « L'aide médicale départementale : bilan au 31 décembre 1998 », *Études et Résultats*, n° 61, avril 2000, DREES.

²⁰ Il faut noter que des départements combinent différentes aides en direction de différents publics

L'axe principal retenu est celui de l'aide à la mutualisation en faveur des personnes âgées ou handicapées bénéficiaires de l'ASH. En effet la loi sur la CMU prend en compte, pour l'examen des droits, les ressources de la personne placée avant sa participation aux frais d'hébergement. Or, déduction faite de ces frais, les ressources restant à la personne ne lui permettent pas toujours de cotiser à une complémentaire santé.

Ces aides sont généralement dispensées sous forme de déduction sur la contribution personnelle que les bénéficiaires de l'aide à l'hébergement reversent aux départements. D'autres ont préféré allouer cette participation sous forme de versements directs ou de chèques services, sur justification d'adhésion à une mutuelle dans la limite de 400 francs par mois.

À signaler que trois départements déclarent avoir négocié des tarifs préférentiels avec les mutuelles (autour de 150 francs par mois).

2) Des prises en charge de dépenses ponctuelles de soins.

12 départements ont, par ailleurs, choisi d'apporter une aide pour des dépenses ponctuelles de soins ou des frais médicaux exceptionnels de type prothèses, soins dentaires, etc. Dans ce cas, ces aides s'adressent à un public hétérogène : des jeunes de 16 à 25 ans, des mineurs pris en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance, des personnes âgées ou handicapées à domicile ou en établissement ou encore toute personne dont le niveau de ressources est inférieur à un barème qu'ils ont fixé (ne dépassant jamais 4 000 francs par mois).

Un département alloue quant à lui un forfait de 1 500 francs par an aux personnes dont les ressources sont comprises entre 3 600 et 3 800 francs.

Les bénéficiaires de l'aide sociale de l'État en 2000

L'État a retrouvé une compétence en matière d'aide médicale avec la création de la couverture maladie universelle (CMU) créée par la loi du 27 janvier 1999, qui s'ajoute à l'aide médicale de l'État, et il conserve une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies.

L'aide médicale de l'État (AME) remaniée depuis la mise en œuvre de la CMU, permet l'accès aux soins - sous conditions de ressources et de résidence en France - des personnes qui ne sont pas juridiquement en position de bénéficiaire de la CMU de base ou de la protection complémentaire en matière de santé (74 920 bénéficiaires au 31.12.00). Il s'agit :

- d'étrangers en situation irrégulière, résidant en métropole ou dans les DOM (avec une distinction dans la couverture des soins entre ceux qui résident en France depuis plus de 3 ans et ceux qui y résident depuis moins de 3 ans) ;
- d'étrangers en situation régulière résidant en métropole ou dans les DOM depuis moins de 3 mois en attente d'une affiliation à la CMU.

Par ailleurs l'AME assure également la prise en charge des frais de soins et d'hospitalisation en cas d'interruption volontaire de grossesse des personnes qui ne peuvent prétendre au bénéfice de la CMU de base ni de la protection complémentaire en matière de santé. Parallèlement, la prise en charge par l'AME, sans obligation de justification de ressources, de toute personne en situation de détresse matérielle ou morale et désirant garder l'anonymat est conservée.

L'aide sociale de l'État, en dehors de l'aide médicale, ne s'adresse plus depuis la décentralisation qu'à un nombre restreint de bénéficiaires (tableau 6).

D'une part l'État prend en charge l'ensemble des prestations d'aide sociale relevant normalement de l'aide sociale des départements mais pour des personnes sans domicile fixe ou réfugiées. On retrouve donc ici des prestations d'aide sociale aux personnes âgées ou handicapées (frais d'hébergement), et d'aide sociale à l'enfance, soit au 31 décembre 2000, quelques 4200 bénéficiaires.

D'autre part l'État intervient en matière d'aide sociale aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Dans le cadre de l'aide sociale aux personnes handicapées, outre que l'État assure le financement des centres d'aide par le travail, il verse, mais aujourd'hui de manière résiduelle²¹, une allocation différentielle²² (1 459 bénéficiaires).

En matière d'aide sociale aux personnes âgées, subsistent deux allocations :

- l'allocation simple destinée aux personnes âgées n'ayant pas droit à une pension de retraite ou au minimum vieillesse : elle concernait jusqu'en 1993 les étrangers non ouverts par la convention de réciprocité. Depuis cette date, elle n'est plus attribuée qu'à quelques étrangers âgés et ressortissants français n'ayant pas cotisé ;
- l'allocation du Fonds de solidarité vieillesse (ex FNS) pouvant éventuellement compléter l'allocation simple pour garantir le niveau du minimum vieillesse.

Enfin, l'aide sociale de l'État comprend une dernière forme d'aide qui tombe en désuétude du fait de l'arrêt du service national obligatoire : l'allocation militaire versée aux familles dont les soutiens accomplissent le service national actif (plus que 5 bénéficiaires fin 2000).

²¹ Cette allocation diminue d'autant plus vite que la loi du 11 mai 1998 autorise les étrangers bénéficiaires de l'allocation différentielle à accéder à l'allocation pour adultes handicapés (A.A.H.)

²² Allocation de maintien des droits acquis avant la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Son montant est égal à la différence entre les anciens avantages et les nouveaux.

Tableau 6 - Bénéficiaires de l'aide sociale de l'État - France entière -

	Bénéficiaires de l'aide sociale de l'Etat effectifs au 31 décembre		
	1998	1999	2000
AIDE MÉDICALE			
Aide médicale renouvelée (à partir de 2000) *			74 919
Interruption volontaire de grossesse**	13 769	15 468	nd
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES			
Allocation simple	1 030	630	216
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES			
Allocation différentielle	2 057	1 661	1 459
SANS DOMICILE FIXE			
Aide médicale (cotisations d'assurance personnelle)(1)	28 390	27 575	
Aide sociale aux personnes âgées	3 120	3 168	3 145
Aide sociale aux personnes handicapées	973	1 001	1 056
Aide sociale à l'enfance	39	8	4
ALLOCATIONS DIVERSES			
Allocation militaire	50	22	5
Allocation supplémentaire (FSV)	507	481	150

(1) Ne figurent pas dans ce tableau les personnes sans domicile fixe bénéficiaires d'une prise en charge de soins au titre de l'aide médicale de l'Etat jusqu'à fin 1999, date de mise en place de la CMU.

* Chiffre CNAMTS

** Nombre d'admissions dans l'année.

L'État a dépensé 10,8 milliards de francs (soit 1,65 milliards d'euros) en faveur de l'aide sociale en 2000 (tableau 7).

Ce chiffre, en légère baisse par rapport à l'année précédente, s'explique par la diminution des dépenses d'aide médicale en raison de la mise en place de la CMU. Le poste le plus important reste celui de l'aide sociale aux personnes handicapées, avec plus de 60 % des dépenses, consacré aux frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail (CAT- 6 474,1 MF) et à l'allocation différentielle (27,8 MF).

Les frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS - 2 977,5 MF), qui ont pour mission l'accueil et la prise en charge des plus démunis, composent le deuxième poste et plus du quart des dépenses de l'Etat en matière d'aide sociale.

L'État consacre encore 674 MF en 2000 à l'aide aux sans domicile fixe et aux réfugiés, ce poste est cette année en baisse du fait de la mise en place de la CMU. Cette aide se décompose de la façon suivante :

- 310,9 MF à l'aide médicale ;
- 254,3 MF à l'aide aux personnes âgées ;
- 108 MF à l'aide aux personnes handicapées ;
- 0,8 MF à l'aide sociale à l'enfance.

En plus des dépenses précédentes, l'État consacre enfin 688,7 MF à l'aide sociale qui se répartissent ainsi :

- 651,3 MF pour les frais de tutelle et curatelle²³ de l'État qui sont en progression de 25 % depuis 1998 ;
- 28 MF pour la prévention et la réadaptation sociale ;
- 5 MF pour l'allocation simple aux personnes âgées ;
- 4,4 MF pour des allocations supplémentaires en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées.

Tableau 7 - Dépenses brutes de l'État - France entière -

	Dépenses brutes d'aide sociale relevant de la compétence de l'État en millions de francs/ millions d'euros			
	1998 (MF)	1999 (MF)	2000 (MF)	2000 (M€)
Aide sociale aux personnes handicapées	6 080,5	6 287,1	6 501,9	991,2
Centres d'aide par le travail (CAT)	6 040,3	6 254,2	6 474,1	987,0
Allocation différentielle	40,2	32,9	27,8	4,2
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	2 717,70	2 984,9	2 977,5	453,9
dont : réfugiés	304,3	499,0	410,1	62,5
Aide médicale (IVG et soins aux SDF)	798,1	808,1	310,9	47,4
Sans domicile fixe :	379,6	372,0	363,1	55,3
Aide sociale aux personnes handicapées	108,0	107,4	108,0	16,4
Aide sociale aux personnes âgées	268,3	258,7	254,3	38,8
Aide sociale à l'enfance	3,3	5,9	0,8	0,1
Allocation simple aux personnes âgées	17,3	12,4	5,0	0,8
Tutelle et curatelle d'État	521,3	588,1	651,3	99,3
Divers	35,9	34,6	32,4	5,0
allocations supplémentaires	7,5	6,2	4,4	0,7
réadaptation prévention	28,4	28,5	28,0	4,3
Total	10 550,37	11 087,28	10 842,01	1 652,9

²³ « Si la tutelle reste vacante, le juge des tutelles la défère à l'État s'il s'agit d'un majeur », article 433 du Code civil, modifié par la loi n° 89 487 du 10 juillet 1989 (article 12).

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des encadrés

Encadré 1 - Sécurité sociale, aide sociale et action sociale.....	6
Encadré 2 - Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale.....	8
Encadré 3 - Les mesures de placements de l'aide sociale à l'enfance.....	20

Liste des graphiques

graphique 1- Évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale.....	6
graphique 2 - Répartition des bénéficiaires de l'aide sociale.....	7
graphique 3 - Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide ménagère ou d'une aide à l'hébergement.....	9
graphique 4 - Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement	10
graphique 5 - Évolution du nombre de bénéficiaires de la PSD.....	111
graphique 6 - Évolution du nombre de bénéficiaires de l'ACTP de 60 ans ou plus et de la PSD..	12
graphique 7 - Sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement	13
graphique 8 - Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement	14
graphique 9 - Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement par type d'établissement	16
graphique 10 - Sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement.....	17
graphique 11 - Âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP	18
graphique 12 - Évolution du nombre de bénéficiaires de l'ASE.....	19
graphique 13 - Enfants confiés à l'ASE : partage entre mesures judiciaires et mesures administratives.....	21
graphique 14 - Enfants confiés à l'ASE : nature du placement	21
graphique 15 - Évolution des actions éducatives	22

Liste des tableaux

Tableau 1- Bénéficiaires de l'aide sociale - France entière -	8
Tableau 2 - Évolution du nombre de bénéficiaires d'une ACTP - France entière -	11
Tableau 3 - Comparatif bénéficiaires ACTP de 60 ans ou plus et PSD - France entière.....	11
Tableau 4 - Les enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance - France entière -	20
Tableau 5 - Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative depuis 1992 - France entière -	22
Tableau 6 - Bénéficiaires de l'aide sociale de l'État - France entière -	26
Tableau 7 - Dépenses brutes de l'État - France entière -	27

Pour en savoir plus ...

Marie RUAULT, « Aide sociale à l'enfance : quelle organisation dans les départements ? », Études et Résultats n° 144, novembre 2001, DREES.

Roselyne KERJOSSE, « La prestation spécifique dépendance au 30 juin 2001 », Études et Résultats n° 143, novembre 2001, DREES.

Nathalie DUTHEIL, « Les aides et les aidants des personnes âgées », Études et Résultats n° 142, novembre 2001, DREES.

Bénédicte BOISGUÉRIN, « Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle au 30 juin 2001 », Études et Résultats n° 141, octobre 2001, DREES.

Sandrine DUFOUR-KIPPELEN, « Les incapacités des personnes de 60 ans et plus résidant en institution », Études et Résultats n° 138, octobre 2001, DREES.

Roselyne KERJOSSE, « La prestation spécifique dépendance à domicile : l'évaluation des besoins par le plan d'aide », Études et Résultats n° 136, septembre 2001, DREES.

Bénédicte BOISGUÉRIN, Christine BONNARDEL, Claude GISSOT et Marie RUAULT, « L'aide médicale départementale bilan 1996-1999 », Études et Résultats n° 126, juillet 2001, DREES.

Marie RUAULT, « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2000 », Études et Résultats n° 121, juin 2001, DREES.

« Dépense nette d'action sociale départementale : les principaux enseignements de l'année 2000 », La lettre de l'ODAS, numéro spécial, mai 2001.

Martine EENSCHOOTEN, « Les personnes âgées en institution en 1998 », Études et Résultats n° 108, mars 2001, DREES.

Nathalie DUTHEIL, « Les services d'aide à domicile en 1998 et 1999 », Études et Résultats n° 91, novembre 2000, DREES.

Marie RUAULT, Daniel CALLEGHER, « Bénéficiaires de l'aide sociale des départements et de l'État séries chronologiques 1992 à 1999 », document de travail n° 12, novembre 2000, DREES.

Marie RUAULT, Daniel CALLEGHER, « Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance séries chronologiques 1992 à 1999 », document de travail n° 11, octobre 2000, DREES.

Blanche LE BIHAN, Claude MARTIN, François-Xavier SCHWEYER, « La prestation spécifique dépendance à domicile en pratiques dans six départements », Études et Résultats n° 64, mai 2000, DREES.

A N N E X E S

Tableaux par département tenant compte des non réponses et totaux estimés

AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS

Aide sociale aux personnes âgées

Aide sociale aux personnes handicapées

Aide sociale à l'enfance

AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT

AIDE SOCIALE

DES DÉPARTEMENTS

AIDE SOCIALE

AUX PERSONNES

ÂGÉES

- Tableau 1 - Les principales aides : ACTP des 60 ans ou plus, PSD, aides ménagères, aide sociale à l'hébergement, accueil par des particuliers.
- Tableau 2 - La PSD : PSD à domicile, PSD en établissement.
- Tableau 3 - Les aides à domicile : ACTP des 60 ans ou plus à domicile, PSD à domicile, aides ménagères.
- Tableau 4 - Les aides en faveur des personnes placées : aide sociale à l'hébergement, PSD en établissement, ACTP des 60 ans ou plus en établissement.
- Tableau 5 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : logement foyer, maison de retraite ou hospice, unité de soins de longue durée.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM

	Départements	A.C.T.P. +60 ans	P.S.D.	Aides ménagères	A.S.H. en établissement	accueil particuliers	Total
1	Ain	81	808	859	868	0	2 616
2	Aisne	306	1 567	518	1 010	12	3 413
3	Allier	255	1 154	352	1 171	11	2 943
4	Alpes de Haute Provence	125	282	190	306	0	903
5	Hautes-alpes	89	415	226	404	4	ND
6	Alpes Maritimes	3 812	1 150	1 066	4 336	5	10 369
7	Ardèche	203	1 174	74	605	0	2 056
8	Ardennes	108	745	142	467	0	1 462
9	Ariège	119	506	424	376	1	1 426
10	Aube	NR	566	191	796	24	ND
11	Aude	745	1 008	1 330	845	12	3 940
12	Aveyron	330	932	573	724	2	2 561
13	Bouches du Rhône	870	2 725	2 805	ND	1	ND
14	Calvados	415	2 227	863	1 554	25	5 084
15	Cantal	192	731	159	323	1	1 406
16	Charente	286	1 563	667	856	20	3 392
17	Charente Maritimes	367	2 124	487	1 008	45	4 031
18	Cher	409	732	181	540	28	1 890
19	Corrèze	232	1 040	183	495	0	1 950
2a	Corse du Sud	1 203	633	467	323	0	2 626
2b	Haute Corse	471	556	1 249	366	2	2 644
21	Côte d'Or	243	820	316	937	19	2 335
22	Côtes d'Armor	348	1 818	1 400	1 110	0	4 676
23	Creuse	292	988	160	303	5	1 748
24	Dordogne	319	1 517	365	1 056	0	3 257
25	Doubs	283	775	270	678	7	2 013
26	Drome	245	800	150	804	76	2 075
27	Eure	435	1 330	492	707	32	2 996
28	Eure et loir	236	700	74	726	4	1 740
29	Finistère	862	3 396	2 464	1 789	23	8 534
30	Gard	432	1 759	1 829	1 888	0	5 908
31	Haute Garonne	271	2 664	678	1 254	5	4 872
32	Gers	172	1 147	529	473	29	2 350
33	Gironde	908	2 925	1 415	2 112	12	7 372
34	Hérault	612	1 953	379	1 391	8	4 343
35	Ille et Vilaine	830	2 016	1 421	1 783	8	6 058
36	Indre	122	913	103	479	2	1 619
37	Indre et Loire	83	1 136	328	1 240	5	2 792
38	Isère	341	2 257	1 549	1 805	17	5 969
39	Jura	92	640	151	566	3	1 452
40	Landes	190	865	635	1 049	4	2 743
41	Loir et Cher	354	652	311	625	5	1 947
42	Loire	702	2 353	791	1 355	2	5 203
43	Haute Loire	186	826	162	533	3	1 710
44	Loire Atlantique	229	2 813	803	2 020	6	5 871
45	Loiret	257	1 019	381	948	16	2 621
46	Lot	215	602	339	390	0	1 546
47	Lot et Garonne	228	1 091	499	700	0	2 518
48	Lozère	76	338	145	371	0	930
49	Maine et Loire	NR	NR	NR	NR	NR	ND
50	Manche	545	2 540	667	1 436	42	5 230
51	Marne	250	1 296	292	869	1	2 708
52	Haute Marne	NR	655	72	291	0	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.C.T.P. +60 ans	P.S.D.	Aides ménagères	A.S.H. en établissement	accueil particuliers	Total
53 Mayenne	133	277	259	986	0	1 655
54 Meurthe et Moselle	387	1 482	473	985	2	3 329
55 Meuse	49	265	115	408	2	839
56 Morbihan	513	1 990	2 410	1 056	41	6 010
57 Moselle	758	1 383	681	1 448	13	4 283
58 Nièvre	429	764	322	821	0	2 336
59 Nord	NR	5 305	1 010	5 066	34	ND
60 Oise	218	674	365	976	9	2 242
61 Orne	373	1 251	232	896	3	2 755
62 Pas de Calais	NR	3 945	1 230	3 144	11	ND
63 Puy de Dôme	420	1 391	459	1 054	67	3 391
64 Pyrénées Atlantiques	493	1 894	633	2 020	28	5 068
65 Hautes Pyrénées	288	875	575	803	3	2 544
66 Pyrénées Orientales	835	859	1 524	665	1	3 884
67 Bas Rhin	NR	1 217	410	1 457	12	ND
68 Haut Rhin	417	680	133	996	1	2 227
69 Rhône	980	2 419	830	3 074	8	7 311
70 Haute Saône	108	478	174	371	6	1 137
71 Saône et Loire	266	1 509	230	1 232	4	3 241
72 Sarthe	153	1 787	400	1 012	8	3 360
73 Savoie	123	825	192	456	0	1 596
74 Haute Savoie	161	819	405	1 069	4	2 458
75 Paris	1 117	1 409	2 437	7 340	6	12 309
76 Seine Maritime	811	3 205	1 169	2 898	16	8 099
77 Seine et Marne	439	1 214	604	1 904	0	4 161
78 Yvelines	409	913	369	1 423	7	3 121
79 Deux Sèvres	297	1 430	820	615	37	3 199
80 Somme	628	1 823	688	996	8	4 143
81 Tarn	663	1 028	810	625	4	3 130
82 Tarn et Garonne	199	629	353	435	23	1 639
83 Var	594	1 511	959	1 662	9	4 735
84 Vaucluse	216	948	663	1 172	1	3 000
85 Vendée	230	1 231	514	1 285	11	3 271
86 Vienne	168	874	344	753	0	2 139
87 Haute Vienne	418	1 009	328	805	0	2 560
88 Vosges	NR	745	98	633	0	ND
89 Yonne	477	565	286	782	10	2 120
90 Territoire de Belfort	60	224	81	168	2	535
91 Essonne	323	649	405	1 084	6	2 467
92 Hauts de Seine	1 207	1 362	1 034	2 772	4	6 379
93 Seine Saint Denis	932	1 198	891	2 658	4	5 683
94 Val de Marne	1 305	871	849	1 954	2	4 981
95 Val d'Oise	296	782	411	1 376	0	2 865
971 Guadeloupe	NR	NR	NR	NR	NR	NR
972 Martinique	351	2 059	1 591	1 108	161	5 270
973 Guyane	269	62	338	158	0	827
974 Réunion	1 078	2 888	2 840	1 064	188	8 058
TOTAL estimé France hors DOM	43 688	125 319	59 813	117 261	939	347 021
Estimation DOM	2 268	5 090	5 095	2 771	494	15 718
TOTAL estimé France entière	45 956	130 409	64 908	120 032	1 434	362 738

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Prestation spécifique dépendance		
	à domicile	en établissement	total
1 Ain	221	587	808
2 Aisne	734	833	1 567
3 Allier	504	650	1 154
4 Alpes de Haute Provence	149	133	282
5 Hautes-alpes	178	237	415
6 Alpes Maritimes	564	586	1 150
7 Ardèche	361	813	1 174
8 Ardennes	378	367	745
9 Ariège	340	166	506
10 Aube	256	310	566
11 Aude	820	188	1 008
12 Aveyron	617	315	932
13 Bouches du Rhône	1 322	1 403	2 725
14 Calvados	1 139	1 088	2 227
15 Cantal	345	386	731
16 Charente	820	743	1 563
17 Charente Maritimes	1 206	918	2 124
18 Cher	308	424	732
19 Corrèze	551	489	1 040
2a Corse du Sud	570	63	633
2b Haute Corse	439	117	556
21 Côte d'Or	376	444	820
22 Côtes d'Armor	709	1 109	1 818
23 Creuse	559	429	988
24 Dordogne	1 054	463	1 517
25 Doubs	379	396	775
26 Drome	400	400	800
27 Eure	720	610	1 330
28 Eure et loir	272	428	700
29 Finistère	1 347	2 049	3 396
30 Gard	1 185	574	1 759
31 Haute Garonne	1 537	1 127	2 664
32 Gers	752	395	1 147
33 Gironde	1 673	1 252	2 925
34 Hérault	1 011	942	1 953
35 Ille et Vilaine	501	1 515	2 016
36 Indre	443	470	913
37 Indre et Loire	483	653	1 136
38 Isère	909	1 348	2 257
39 Jura	202	438	640
40 Landes	704	161	865
41 Loir et Cher	309	343	652
42 Loire	617	1 736	2 353
43 Haute Loire	355	471	826
44 Loire Atlantique	554	2 259	2 813
45 Loiret	468	551	1 019
46 Lot	371	231	602
47 Lot et Garonne	532	559	1 091
48 Lozère	96	242	338
49 Maine et Loire	NR	NR	NR
50 Manche	1 303	1 237	2 540
51 Marne	513	783	1 296
52 Haute Marne	192	463	655

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Prestation spécifique dépendance		
	à domicile	en établissement	total
53 Mayenne	277	nd	277
54 Meurthe et Moselle	676	806	1 482
55 Meuse	117	148	265
56 Morbihan	840	1 150	1 990
57 Moselle	816	567	1 383
58 Nièvre	441	323	764
59 Nord	3 742	1 563	5 305
60 Oise	341	333	674
61 Orne	673	578	1 251
62 Pas de Calais	2 808	1 137	3 945
63 Puy de Dôme	585	806	1 391
64 Pyrénées Atlantiques	1 297	597	1 894
65 Hautes Pyrénées	478	397	875
66 Pyrénées Orientales	576	283	859
67 Bas Rhin	742	475	1 217
68 Haut Rhin	224	456	680
69 Rhône	720	1 699	2 419
70 Haute Saône	236	242	478
71 Saône et Loire	618	891	1 509
72 Sarthe	755	1 032	1 787
73 Savoie	352	473	825
74 Haute Savoie	410	409	819
75 Paris	788	621	1 409
76 Seine Maritime	2 118	1 087	3 205
77 Seine et Marne	598	616	1 214
78 Yvelines	437	476	913
79 Deux Sèvres	697	733	1 430
80 Somme	1 031	792	1 823
81 Tarn	564	464	1 028
82 Tarn et Garonne	493	136	629
83 Var	840	671	1 511
84 Vaucluse	496	452	948
85 Vendée	364	867	1 231
86 Vienne	436	438	874
87 Haute Vienne	473	536	1 009
88 Vosges	258	487	745
89 Yonne	219	346	565
90 Territoire de Belfort	125	99	224
91 Essonne	265	384	649
92 Hauts de Seine	755	607	1 362
93 Seine Saint Denis	728	470	1 198
94 Val de Marne	465	406	871
95 Val d'Oise	444	338	782
971 Guadeloupe	NR	NR	NR
972 Martinique	2 040	19	2 059
973 Guyane	62	0	62
974 Réunion	2 888	0	2 888
TOTAL estimé France hors DOM	63 292	62 027	125 319
Estimation DOM	5 071	19	5 090
TOTAL estimé France entière	68 363	62 046	130 409

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.C.T.P. 60 ans ou + à domicile (1) (2)	P.S.D. à domicile
1 Ain	34	221
2 Aisne	294	734
3 Allier	178	504
4 Alpes de Haute Provence	92	149
5 Hautes-alpes	74	178
6 Alpes Maritimes	NR	564
7 Ardèche	184	361
8 Ardennes	ND	378
9 Ariège	116	340
10 Aube	144	256
11 Aude	ND	820
12 Aveyron	217	617
13 Bouches du Rhône	870	1 322
14 Calvados	269	1 139
15 Cantal	158	345
16 Charente	ND	820
17 Charente Maritimes	ND	1 206
18 Cher	ND	308
19 Corrèze	NR	551
2a Corse du Sud	NR	570
2b Haute Corse	435	439
21 Côte d'Or	201	376
22 Côtes d'Armor	ND	709
23 Creuse	119	559
24 Dordogne	268	1 054
25 Doubs	214	379
26 Drome	ND	400
27 Eure	430	720
28 Eure et loir	225	272
29 Finistère	614	1 347
30 Gard	NR	1 185
31 Haute Garonne	NR	1 537
32 Gers	165	752
33 Gironde	ND	1 673
34 Hérault	482	1 011
35 Ille et Vilaine	508	501
36 Indre	122	443
37 Indre et Loire	83	483
38 Isère	287	909
39 Jura	72	202
40 Landes	ND	704
41 Loir et Cher	187	309
42 Loire	427	617
43 Haute Loire	NR	355
44 Loire Atlantique	103	554
45 Loiret	47	468
46 Lot	203	371
47 Lot et Garonne	192	532
48 Lozère	63	96
49 Maine et Loire	NR	NR
50 Manche	ND	1 303
51 Marne	202	513
52 Haute Marne	NR	192

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.C.T.P. 60 ans ou + à domicile (1) (2)	P.S.D. à domicile
53 Mayenne	91	277
54 Meurthe et Moselle	ND	676
55 Meuse	47	117
56 Morbihan	370	840
57 Moselle	709	816
58 Nièvre	333	441
59 Nord	960	3 742
60 Oise	194	341
61 Orne	255	673
62 Pas de Calais	833	2 808
63 Puy de Dôme	420	585
64 Pyrénées Atlantiques	404	1 297
65 Hautes Pyrénées	NR	478
66 Pyrénées Orientales	831	576
67 Bas Rhin	469	742
68 Haut Rhin	398	224
69 Rhône	NR	720
70 Haute Saône	99	236
71 Saône et Loire	NR	618
72 Sarthe	143	755
73 Savoie	107	352
74 Haute Savoie	ND	410
75 Paris	868	788
76 Seine Maritime	600	2 118
77 Seine et Marne	439	598
78 Yvelines	276	437
79 Deux Sèvres	217	697
80 Somme	606	1 031
81 Tarn	405	564
82 Tarn et Garonne	174	493
83 Var	404	840
84 Vaucluse	ND	496
85 Vendée	178	364
86 Vienne	160	436
87 Haute Vienne	358	473
88 Vosges	266	258
89 Yonne	312	219
90 Territoire de Belfort	48	125
91 Essonne	ND	265
92 Hauts de Seine	ND	755
93 Seine Saint Denis	NR	728
94 Val de Marne	938	465
95 Val d'Oise	275	444
971 Guadeloupe	NR	NR
972 Martinique	351	2 040
973 Guyane	269	62
974 Réunion	1 018	2 888
TOTAL estimé France hors DOM	13 187	63 292
Estimation DOM	1 638	5 071
TOTAL estimé France entière	14 825	68 363

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Cette rubrique figurant pour la première fois dans l'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale, les valeurs non disponibles n'ont pu être estimées; les totaux FM, DOM et FE ne comptabilisent donc que les données renseignées.

(2) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.S.H. en établissement	A.C.T.P. en établissement (1) (2)	P.S.D. en établissement
1	Ain	868	47	587
2	Aisne	1 010	12	833
3	Allier	1 171	77	650
4	Alpes de Haute Provence	306	33	133
5	Hautes-alpes	404	15	237
6	Alpes Maritimes	4 336	NR	586
7	Ardèche	605	19	813
8	Ardennes	467	ND	367
9	Ariège	376	3	166
10	Aube	796	82	310
11	Aude	845	ND	188
12	Aveyron	724	113	315
13	Bouches du Rhône	ND	ND	1 403
14	Calvados	1 554	146	1 088
15	Cantal	323	34	386
16	Charente	856	ND	743
17	Charente Maritimes	1 008	ND	918
18	Cher	540	ND	424
19	Corrèze	495	NR	489
2a	Corse du Sud	323	NR	63
2b	Haute Corse	366	36	117
21	Côte d'Or	937	42	444
22	Côtes d'Armor	1 110	ND	1 109
23	Creuse	303	173	429
24	Dordogne	1 056	51	463
25	Doubs	678	69	396
26	Drome	804	ND	400
27	Eure	707	5	610
28	Eure et loir	726	11	428
29	Finistère	1 789	248	2 049
30	Gard	1 888	NR	574
31	Haute Garonne	1 254	NR	1 127
32	Gers	473	7	395
33	Gironde	2 112	ND	1 252
34	Hérault	1 391	130	942
35	Ille et Vilaine	1 783	322	1 515
36	Indre	479	ND	470
37	Indre et Loire	1 240	0	653
38	Isère	1 805	54	1 348
39	Jura	566	20	438
40	Landes	1 049	ND	161
41	Loir et Cher	625	167	343
42	Loire	1 355	275	1 736
43	Haute Loire	533	NR	471
44	Loire Atlantique	2 020	126	2 259
45	Loiret	948	210	551
46	Lot	390	12	231
47	Lot et Garonne	700	36	559
48	Lozère	371	13	242
49	Maine et Loire	NR	NR	NR
50	Manche	1 436	ND	1 237
51	Marne	869	48	783
52	Haute Marne	291	NR	463

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.S.H. en établissement	A.C.T.P. en établissement (1) (2)	P.S.D. en établissement
53 Mayenne	986	42	ND
54 Meurthe et Moselle	985	ND	806
55 Meuse	408	2	148
56 Morbihan	1 056	143	1 150
57 Moselle	1 448	49	567
58 Nièvre	821	96	323
59 Nord	5 066	64	1 563
60 Oise	976	24	333
61 Orne	896	118	578
62 Pas de Calais	3 144	189	1 137
63 Puy de Dôme	1 054	ND	806
64 Pyrénées Atlantiques	2 020	89	597
65 Hautes Pyrénées	803	NR	397
66 Pyrénées Orientales	665	4	283
67 Bas Rhin	1 457	254	475
68 Haut Rhin	996	19	456
69 Rhône	3 074	NR	1 699
70 Haute Saône	371	9	242
71 Saône et Loire	1 232	NR	891
72 Sarthe	1 012	10	1 032
73 Savoie	456	16	473
74 Haute Savoie	1 069	ND	409
75 Paris	7 340	249	621
76 Seine Maritime	2 898	211	1 087
77 Seine et Marne	1 904	0	616
78 Yvelines	1 423	133	476
79 Deux Sèvres	615	80	733
80 Somme	996	22	792
81 Tarn	625	258	464
82 Tarn et Garonne	435	25	136
83 Var	1 662	190	671
84 Vaucluse	1 172	ND	452
85 Vendée	1 285	52	867
86 Vienne	753	8	438
87 Haute Vienne	805	60	536
88 Vosges	633	91	487
89 Yonne	782	165	346
90 Territoire de Belfort	168	12	99
91 Essonne	1 084	ND	384
92 Hauts de Seine	2 772	ND	607
93 Seine Saint Denis	2 658	NR	470
94 Val de Marne	1 954	367	406
95 Val d'Oise	1 376	21	338
971 Guadeloupe	NR	NR	NR
972 Martinique	1 108	0	19
973 Guyane	158	0	0
974 Réunion	1 064	60	0
TOTAL estimé France hors DOM	117 261	5 708	62 027
Estimation DOM	2 771	60	19
TOTAL estimé France entière	120 032	5 768	62 046

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Cette rubrique figurant pour la première fois dans l'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale, les valeurs non disponibles n'ont pu être estimées; les totaux FM, DOM et FE ne comptabilisent donc que les données renseignées.

(2) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Logement foyer	Maison retraite ou hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
1	Ain	0	674	194	868
2	Aisne	ND	ND	ND	1 010
3	Allier	0	934	237	1 171
4	Alpes de Haute Provence	0	306	0	306
5	Hautes-alpes	ND	ND	ND	404
6	Alpes Maritimes	51	2 272	2 013	4 336
7	Ardèche	0	479	126	605
8	Ardennes	1	380	86	467
9	Ariège	1	328	47	376
10	Aube	16	673	107	796
11	Aude	153	416	276	845
12	Aveyron	3	481	240	724
13	Bouches du Rhône	ND	2 997	ND	ND
14	Calvados	0	1 273	281	1 554
15	Cantal	0	229	94	323
16	Charente	0	654	202	856
17	Charente Maritimes	48	730	230	1 008
18	Cher	ND	ND	ND	540
19	Corrèze	76	63	356	495
2a	Corse du Sud	16	141	166	323
2b	Haute Corse	0	224	142	366
21	Côte d'Or	93	655	189	937
22	Côtes d'Armor	0	840	270	1 110
23	Creuse	16	215	72	303
24	Dordogne	0	879	177	1 056
25	Doubs	42	505	131	678
26	Drome	27	777	0	804
27	Eure	3	628	76	707
28	Eure et loir	2	534	190	726
29	Finistère	0	1 476	313	1 789
30	Gard	62	1 497	329	1 888
31	Haute Garonne	128	986	140	1 254
32	Gers	0	358	115	473
33	Gironde	0	1 865	247	2 112
34	Hérault	0	1 009	382	1 391
35	Ille et Vilaine	0	1 444	339	1 783
36	Indre	4	383	92	479
37	Indre et Loire	0	1 083	157	1 240
38	Isère	0	1 278	527	1 805
39	Jura	13	401	152	566
40	Landes	0	844	205	1 049
41	Loir et Cher	0	470	155	625
42	Loire	46	1 026	283	1 355
43	Haute Loire	0	473	60	533
44	Loire Atlantique	0	1 650	370	2 020
45	Loiret	4	738	206	948
46	Lot	47	261	82	390
47	Lot et Garonne	0	652	48	700
48	Lozère	0	371	0	371
49	Maine et Loire	NR	NR	NR	NR
50	Manche	22	1 414	0	1 436
51	Marne	0	716	153	869
52	Haute Marne	10	225	56	291

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Logement foyer	Maison retraite ou hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
53	Mayenne	58	928	0	986
54	Meurthe et Moselle	0	786	199	985
55	Meuse	0	344	64	408
56	Morbihan	0	771	285	1 056
57	Moselle	ND	1 177	271	1 448
58	Nièvre	0	613	208	821
59	Nord	476	3 471	1 119	5 066
60	Oise	0	652	324	976
61	Orne	0	762	134	896
62	Pas de Calais	78	2 342	724	3 144
63	Puy de Dôme	0	816	238	1 054
64	Pyrénées Atlantiques	113	1 577	330	2 020
65	Hautes Pyrénées	0	646	157	803
66	Pyrénées Orientales	1	544	120	665
67	Bas Rhin	0	1 175	282	1 457
68	Haut Rhin	0	784	212	996
69	Rhône	242	1 973	859	3 074
70	Haute Saône	2	281	88	371
71	Saône et Loire	0	918	314	1 232
72	Sarthe	0	792	220	1 012
73	Savoie	0	358	98	456
74	Haute Savoie	33	756	280	1 069
75	Paris	693	4 350	2 297	7 340
76	Seine Maritime	40	2 145	713	2 898
77	Seine et Marne	7	1 580	317	1 904
78	Yvelines	0	1 064	359	1 423
79	Deux Sèvres	0	472	143	615
80	Somme	3	779	214	996
81	Tarn	16	477	132	625
82	Tarn et Garonne	0	378	57	435
83	Var	158	1 234	270	1 662
84	Vaucluse	108	783	281	1 172
85	Vendée	0	1 062	223	1 285
86	Vienne	0	492	261	753
87	Haute Vienne	24	514	267	805
88	Vosges	0	575	58	633
89	Yonne	0	671	111	782
90	Territoire de Belfort	ND	ND	ND	168
91	Essonne	37	1 047	0	1 084
92	Hauts de Seine	114	2 658	ND	2 772
93	Seine Saint Denis	195	1 813	650	2 658
94	Val de Marne	48	1 218	688	1 954
95	Val d'Oise	63	981	332	1 376
971	Guadeloupe	NR	NR	NR	NR
972	Martinique	0	898	210	1 108
973	Guyane	0	158	0	158
974	Réunion	0	998	66	1 064
TOTAL estimé France hors DOM		4 009	88 430	24 823	117 261
Estimation DOM		7	2 254	510	2 771
TOTAL estimé France entière		4 016	90 684	25 333	120 032

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

AIDE SOCIALE

AUX PERSONNES

HANDICAPÉES

- Tableau 1 - Les principales aides : ACTP des moins de 60 ans, aides ménagères, aide sociale à l'hébergement, accueil par des particuliers.
- Tableau 2 - Les aides à domicile : ACTP des moins de 60 ans à domicile, aides ménagères.
- Tableau 3 - Les aides en faveur des personnes placées : aide sociale à l'hébergement, ACTP en établissement des moins de 60 ans.
- Tableau 4 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : foyer d'hébergement, foyer occupationnel, maison de retraite ou hospice, foyer à double tarification pour les adultes lourdement handicapés.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. - 60 ans (1)	Aides ménagères	Hébergement	Accueil de jour	Accueil particuliers	Total
1	Ain	669	100	660	49	0	1 478
2	Aisne	881	34	854	3	22	1 794
3	Allier	528	55	478	59	64	1 184
4	Alpes de Haute Provence	193	65	136	NR	NR	ND
5	Hautes-alpes	160	55	233	ND	2	ND
6	Alpes Maritimes	2 103	182	758	183	9	3 235
7	Ardèche	313	42	418	24	0	797
8	Ardennes	879	107	388	2	7	1 383
9	Ariège	311	11	193	16	2	533
10	Aube	384	NR	341	92	33	850
11	Aude	668	206	636	0	6	1 516
12	Aveyron	320	ND	466	7	1	794
13	Bouches du Rhône	2 756	717	ND	NR	NR	ND
14	Calvados	1 149	181	914	361	92	2 697
15	Cantal	243	13	344	0	13	613
16	Charente	528	128	492	73	45	1 266
17	Charente Maritimes	756	138	958	85	159	2 096
18	Cher	802	42	588	ND	80	ND
19	Corrèze	395	0	362	31	ND	788
2a	Corse du Sud	787	24	55	1	NR	867
2b	Haute Corse	495	2	ND	0	2	ND
21	Côte d'Or	684	0	785	16	69	1 554
22	Côtes d'Armor	899	166	718	43	0	1 826
23	Creuse	290	3	232	0	3	528
24	Dordogne	655	72	709	39	12	1 487
25	Doubs	698	82	626	63	11	1 480
26	Drome	583	0	637	59	70	1 349
27	Eure	1 151	27	764	39	136	2 117
28	Eure et loir	485	6	640	14	17	1 162
29	Finistère	1 433	640	1 171	ND	61	ND
30	Gard	632	343	681	0	2	1 658
31	Haute Garonne	1 531	163	1 769	0	10	3 473
32	Gers	241	179	396	0	20	836
33	Gironde	1 760	298	1 051	22	82	3 213
34	Hérault	1 348	228	979	251	0	2 806
35	Ille et Vilaine	1 315	311	1 300	0	73	2 999
36	Indre	446	22	468	ND	15	ND
37	Indre et Loire	671	213	ND	65	34	ND
38	Isère	1 275	NR	1 652	208	94	ND
39	Jura	322	ND	449	8	10	ND
40	Landes	338	104	552	0	6	1 000
41	Loir et Cher	381	50	519	67	33	1 050
42	Loire	1 913	432	1 126	253	11	3 735
43	Haute Loire	380	35	422	1	11	849
44	Loire Atlantique	1 403	376	1 568	176	148	3 671
45	Loiret	811	90	853	54	81	1 889
46	Lot	208	16	391	0	0	615
47	Lot et Garonne	504	161	536	10	6	1 217
48	Lozère	86	10	185	0	0	281
49	Maine et Loire	NR	NR	NR	NR	NR	ND
50	Manche	988	202	743	91	61	2 085
51	Marne	1 328	88	629	53	20	2 118
52	Haute Marne	NR	0	NR	10	11	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. - 60 ans (1)	Aides ménagères	Hébergement	Accueil de jour	Accueil particuliers	Total
53	Mayenne	473	259	ND	ND	ND	ND
54	Meurthe et Moselle	1 164	108	695	151	28	2 146
55	Meuse	275	6	265	12	11	569
56	Morbihan	1 003	270	947	20	28	2 268
57	Moselle	1 387	256	777	0	21	2 441
58	Nièvre	532	66	419	70	132	1 219
59	Nord	3 859	NR	2 873	97	159	ND
60	Oise	976	40	1 006	56	95	2 173
61	Orne	512	86	289	NR	NR	ND
62	Pas de Calais	2 438	200	1 711	558	58	4 965
63	Puy de Dôme	817	1	1 177	ND	67	ND
64	Pyrénées Atlantiques	817	179	824	92	43	1 955
65	Hautes Pyrénées	487	141	446	0	4	1 078
66	Pyrénées Orientales	698	407	490	15	0	1 610
67	Bas Rhin	ND	131	1 331	94	58	ND
68	Haut Rhin	935	60	1 092	32	13	2 132
69	Rhône	2 342	188	2 134	672	28	5 364
70	Haute Saône	258	14	245	43	0	560
71	Saône et Loire	676	35	1 654	4	58	2 427
72	Sarthe	725	84	854	116	8	1 787
73	Savoie	436	68	480	51	1	1 036
74	Haute Savoie	447	111	689	132	0	1 379
75	Paris	3 827	556	2 243	331	22	6 979
76	Seine Maritime	2 335	110	1 780	650	156	5 031
77	Seine et Marne	1 629	101	1 447	0	83	3 260
78	Yvelines	1 655	36	1 663	44	33	3 431
79	Deux Sèvres	500	131	758	0	42	1 431
80	Somme	1 168	74	885	7	114	2 248
81	Tarn	639	151	690	222	5	1 707
82	Tarn et Garonne	314	78	430	17	9	848
83	Var	1 336	114	665	79	14	2 208
84	Vaucluse	500	150	546	43	1	1 240
85	Vendée	470	218	1 014	97	27	1 826
86	Vienne	471	84	446	82	115	1 198
87	Haute Vienne	614	38	628	47	0	1 327
88	Vosges	668	NR	562	0	9	ND
89	Yonne	744	22	703	51	87	1 607
90	Territoire de Belfort	112	18	117	30	2	279
91	Essonne	1 343	110	1 065	1	35	2 554
92	Hauts de Seine	2 744	118	2 020	530	41	5 453
93	Seine Saint Denis	2 476	227	1 219	271	9	4 202
94	Val de Marne	2 846	671	1 042	212	13	4 784
95	Val d'Oise	1 445	18	894	181	4	2 542
971	Guadeloupe	NR	NR	NR	NR	NR	ND
972	Martinique	761	ND	32	0	ND	ND
973	Guyane	144	20	169	40	0	373
974	Réunion	2 029	144	706	10	ND	ND
TOTAL estimé France hors DOM		91 862	12 868	77 805	8 001	3 306	193 841
Estimation DOM		3 790	181	1 130	155	77	5 333
TOTAL estimé France entière		95 652	13 049	78 935	8 156	3 382	199 174

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Aides ménagères (2)	A.C.T.P. à domicile (1) (2)
1	Ain	100	531
2	Aisne	34	789
3	Allier	55	490
4	Alpes de Haute Provence	65	164
5	Hautes-alpes	55	ND
6	Alpes Maritimes	182	NR
7	Ardèche	42	287
8	Ardennes	107	ND
9	Ariège	11	285
10	Aube	NR	384
11	Aude	206	ND
12	Aveyron	ND	307
13	Bouches du Rhône	717	2 756
14	Calvados	181	1 105
15	Cantal	13	235
16	Charente	128	ND
17	Charente Maritimes	138	ND
18	Cher	42	ND
19	Corrèze	0	NR
2a	Corse du Sud	24	NR
2b	Haute Corse	2	462
21	Côte d'Or	0	577
22	Côtes d'Armor	166	ND
23	Creuse	3	287
24	Dordogne	72	597
25	Doubs	82	594
26	Drome	0	ND
27	Eure	27	966
28	Eure et loir	6	481
29	Finistère	640	971
30	Gard	343	567
31	Haute Garonne	163	NR
32	Gers	179	238
33	Gironde	298	ND
34	Hérault	228	1 145
35	Ille et Vilaine	311	870
36	Indre	22	446
37	Indre et Loire	213	573
38	Isère	NR	1 217
39	Jura	ND	200
40	Landes	104	ND
41	Loir et Cher	50	323
42	Loire	432	1 067
43	Haute Loire	35	NR
44	Loire Atlantique	376	996
45	Loiret	90	750
46	Lot	16	208
47	Lot et Garonne	161	462
48	Lozère	10	74
49	Maine et Loire	NR	NR
50	Manche	202	ND
51	Marne	88	1 026
52	Haute Marne	0	NR

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Aides ménagères	A.C.T.P. à domicile (1)
53	Mayenne	259	ND
54	Meurthe et Moselle	108	ND
55	Meuse	6	232
56	Morbihan	270	962
57	Moselle	256	1 316
58	Nièvre	66	490
59	Nord	NR	3 849
60	Oise	40	820
61	Orne	86	500
62	Pas de Calais	200	2 301
63	Puy de Dôme	1	817
64	Pyrénées Atlantiques	179	804
65	Hautes Pyrénées	141	NR
66	Pyrénées Orientales	407	626
67	Bas Rhin	131	ND
68	Haut Rhin	60	930
69	Rhône	188	NR
70	Haute Saône	14	258
71	Saône et Loire	35	NR
72	Sarthe	84	596
73	Savoie	68	344
74	Haute Savoie	111	ND
75	Paris	556	3 104
76	Seine Maritime	110	1 791
77	Seine et Marne	101	1 629
78	Yvelines	36	1 271
79	Deux Sèvres	131	425
80	Somme	74	1 087
81	Tarn	151	630
82	Tarn et Garonne	78	309
83	Var	114	1 254
84	Vaucluse	150	ND
85	Vendée	218	437
86	Vienne	84	375
87	Haute Vienne	38	NR
88	Vosges	NR	589
89	Yonne	22	622
90	Territoire de Belfort	18	108
91	Essonne	110	ND
92	Hauts de Seine	118	ND
93	Seine Saint Denis	227	NR
94	Val de Marne	671	2 404
95	Val d'Oise	18	1 433
971	Guadeloupe	NR	NR
972	Martinique	ND	761
973	Guyane	20	144
974	Réunion	144	1 935
TOTAL estimé France hors DOM		12 868	54 743
Estimation DOM		181	2 840
TOTAL estimé France entière		13 049	57 583

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Cette rubrique figurant pour la première fois dans l'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale, les valeurs non disponibles n'ont pu être estimées; les totaux FM, DOM et FE ne comptabilisent donc que les données renseignées.

(2) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1) (2)
1	Ain	660	138
2	Aisne	854	92
3	Allier	478	38
4	Alpes de Haute Provence	136	29
5	Hautes-alpes	233	ND
6	Alpes Maritimes	758	NR
7	Ardèche	418	26
8	Ardennes	388	ND
9	Ariège	193	26
10	Aube	341	0
11	Aude	636	ND
12	Aveyron	466	13
13	Bouches du Rhône	ND	ND
14	Calvados	914	44
15	Cantal	344	8
16	Charente	492	ND
17	Charente Maritimes	958	ND
18	Cher	588	ND
19	Corrèze	362	NR
2a	Corse du Sud	55	NR
2b	Haute Corse	ND	33
21	Côte d'Or	785	107
22	Côtes d'Armor	718	ND
23	Creuse	232	3
24	Dordogne	709	58
25	Doubs	626	104
26	Drome	637	ND
27	Eure	764	185
28	Eure et loir	640	4
29	Finistère	1 171	462
30	Gard	681	65
31	Haute Garonne	1 769	NR
32	Gers	396	3
33	Gironde	1 051	ND
34	Hérault	979	203
35	Ille et Vilaine	1 300	445
36	Indre	468	0
37	Indre et Loire	ND	98
38	Isère	1 652	58
39	Jura	449	122
40	Landes	552	ND
41	Loir et Cher	519	58
42	Loire	1 126	846
43	Haute Loire	422	NR
44	Loire Atlantique	1 568	407
45	Loiret	853	61
46	Lot	391	0
47	Lot et Garonne	536	42
48	Lozère	185	12
49	Maine et Loire	NR	NR
50	Manche	743	ND
51	Marne	629	302
52	Haute Marne	NR	NR

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1) (2)
53 Mayenne	ND	ND
54 Meurthe et Moselle	695	ND
55 Meuse	265	43
56 Morbihan	947	41
57 Moselle	777	71
58 Nièvre	419	42
59 Nord	2 873	10
60 Oise	1 006	156
61 Orne	289	12
62 Pas de Calais	1 711	137
63 Puy de Dôme	1 177	ND
64 Pyrénées Atlantiques	824	13
65 Hautes Pyrénées	446	NR
66 Pyrénées Orientales	490	72
67 Bas Rhin	1 331	279
68 Haut Rhin	1 092	5
69 Rhône	2 134	NR
70 Haute Saône	245	0
71 Saône et Loire	1 654	NR
72 Sarthe	854	129
73 Savoie	480	92
74 Haute Savoie	689	ND
75 Paris	2 243	723
76 Seine Maritime	1 780	544
77 Seine et Marne	1 447	0
78 Yvelines	1 663	384
79 Deux Sèvres	758	75
80 Somme	885	81
81 Tarn	690	9
82 Tarn et Garonne	430	5
83 Var	665	82
84 Vaucluse	546	ND
85 Vendée	1 014	33
86 Vienne	446	96
87 Haute Vienne	628	NR
88 Vosges	562	79
89 Yonne	703	122
90 Territoire de Belfort	117	4
91 Essonne	1 065	ND
92 Hauts de Seine	2 020	ND
93 Seine Saint Denis	1 219	NR
94 Val de Marne	1 042	442
95 Val d'Oise	894	12
971 Guadeloupe	NR	NR
972 Martinique	32	0
973 Guyane	169	0
974 Réunion	706	94
TOTAL estimé France hors DOM	77 945	7 885
Estimation DOM	1 130	94
TOTAL estimé France entière	79 075	7 979

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Cette rubrique figurant pour la première fois dans l'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale, les valeurs non disponibles n'ont pu être estimées; les totaux FM, DOM et FE ne comptabilisent donc que les données renseignées.

(2) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Foyer hébergement	Foyer occupation.	MR, hospice, USLD	Foyer double tarif.	Total hébergement
1	Ain	405	105	20	130	660
2	Aisne	ND	ND	50	ND	NR
3	Allier	197	207	44	30	478
4	Alpes de Haute Provence	2	118	16	0	136
5	Hautes-alpes	108	112	13	ND	233
6	Alpes Maritimes	641	0	117	0	758
7	Ardèche	248	154	16	0	418
8	Ardennes	129	237	22	0	388
9	Ariège	137	23	7	26	193
10	Aube	224	85	32	0	341
11	Aude	466	94	26	50	636
12	Aveyron	305	161	0	0	466
13	Bouches du Rhône	512	797	ND	ND	ND
14	Calvados	565	206	143	0	914
15	Cantal	234	51	23	36	344
16	Charente	209	133	89	61	492
17	Charente Maritimes	440	398	48	72	958
18	Cher	271	294	23	0	588
19	Corrèze	171	175	16	0	362
2a	Corse du Sud	NR	NR	NR	NR	55
2b	Haute Corse	56	2	ND	24	ND
21	Côte d'Or	425	175	69	116	785
22	Côtes d'Armor	253	272	23	170	718
23	Creuse	166	30	16	20	232
24	Dordogne	356	291	62	0	709
25	Doubs	357	173	65	31	626
26	Drome	346	256	35	0	637
27	Eure	270	322	97	75	764
28	Eure et loir	201	303	68	68	640
29	Finistère	234	509	229	199	1 171
30	Gard	301	189	114	77	681
31	Haute Garonne	610	904	94	161	1 769
32	Gers	213	123	21	39	396
33	Gironde	312	479	94	166	1 051
34	Hérault	479	263	99	138	979
35	Ille et Vilaine	565	598	137	0	1 300
36	Indre	199	236	15	18	468
37	Indre et Loire	438	321	115	ND	ND
38	Isère	984	278	314	76	1 652
39	Jura	221	188	31	9	449
40	Landes	260	238	25	29	552
41	Loir et Cher	215	242	62	0	519
42	Loire	639	272	123	92	1 126
43	Haute Loire	NR	NR	35	98	422
44	Loire Atlantique	382	751	111	324	1 568
45	Loiret	364	355	77	57	853
46	Lot	239	143	9	0	391
47	Lot et Garonne	231	247	49	9	536
48	Lozère	108	56	17	4	185
49	Maine et Loire	NR	NR	NR	NR	NR
50	Manche	405	214	103	21	743
51	Marne	253	258	83	35	629
52	Haute Marne	196	75	NR	NR	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupation.	MR, hospice, USLD	Foyer double tarif.	Total hébergement
53 Mayenne	ND	ND	ND	ND	ND
54 Meurthe et Moselle	396	222	40	37	695
55 Meuse	93	90	22	60	265
56 Morbihan	297	399	96	155	947
57 Moselle	491	84	50	152	777
58 Nièvre	138	192	88	1	419
59 Nord	1 378	1 270	121	104	2 873
60 Oise	526	360	80	40	1 006
61 Orne	198	32	56	3	289
62 Pas de Calais	634	842	137	98	1 711
63 Puy de Dôme	458	580	139	0	1 177
64 Pyrénées Atlantiques	435	312	75	2	824
65 Hautes Pyrénées	206	40	83	117	446
66 Pyrénées Orientales	216	204	70	0	490
67 Bas Rhin	466	538	237	90	1 331
68 Haut Rhin	412	489	103	88	1 092
69 Rhône	1 273	721	0	140	2 134
70 Haute Saône	148	73	0	24	245
71 Saône et Loire	603	441	434	176	1 654
72 Sarthe	323	399	99	33	854
73 Savoie	313	86	32	49	480
74 Haute Savoie	459	146	27	57	689
75 Paris	746	957	408	132	2 243
76 Seine Maritime	469	1 154	0	157	1 780
77 Seine et Marne	4	1 140	303	0	1 447
78 Yvelines	616	583	185	279	1 663
79 Deux Sèvres	354	343	32	29	758
80 Somme	283	551	51	0	885
81 Tarn	341	292	25	32	690
82 Tarn et Garonne	114	272	22	22	430
83 Var	217	313	72	63	665
84 Vaucluse	283	214	46	3	546
85 Vendée	478	358	112	66	1 014
86 Vienne	281	123	36	6	446
87 Haute Vienne	265	312	37	14	628
88 Vosges	288	165	87	22	562
89 Yonne	192	413	72	26	703
90 Territoire de Belfort	ND	ND	ND	0	ND
91 Essonne	385	590	90	0	1 065
92 Hauts de Seine	ND	ND	278	ND	ND
93 Seine Saint Denis	326	688	132	73	1 219
94 Val de Marne	464	474	104	0	1 042
95 Val d'Oise	407	280	112	95	894
971 Guadeloupe	NR	NR	NR	NR	NR
972 Martinique	0	32	0	0	32
973 Guyane	0	0	158	11	169
974 Réunion	205	222	66	213	706
TOTAL estimé France hors DOM	34 097	30 652	8 101	5 094	77 945
Estimation DOM	224	449	224	233	1 130
TOTAL estimé France entière	34 321	31 101	8 325	5 327	79 075

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

AIDE SOCIALE

À L'ENFANCE

- Tableau 1 - Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : pupilles, par délégation de l'autorité parentale, par mesure de tutelle, retrait partiel, placement par le juge au titre de l'ASE, accueil provisoire de mineurs, accueil provisoire de jeunes majeurs.
- Tableau 2 - Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : mesures administratives, mesures judiciaires.
- Tableau 3 - Placements directs par le juge : placement auprès d'un tiers, placement auprès d'un établissement, délégation de l'autorité parentale.
- Tableau 4 - Enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance : enfants confiés, placements directs par le juge.
- Tableau 5 - Actions éducatives : actions éducatives à domicile, actions éducatives en milieu ouvert.
- Tableau 6 - Différents types de placement des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : familles d'accueil, établissements, autres.

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P Mineurs (2)	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
1 Ain	16	11	9	0	385	137	69	627
2 Aisne	40	53	26	0	1 249	76	100	1 544
3 Allier	21	23	8	0	594	25	70	741
4 Alpes de Haute Provence	7	5	0	1	132	41	23	209
5 Hautes-Alpes	9	0	0	0	62	22	16	NR
6 Alpes Maritimes	63	36	24	0	851	65	119	1 158
7 Ardèche	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
8 Ardennes	17	24	15	0	585	15	65	721
9 Ariège	1	1	12	1	202	62	96	375
10 Aube	17	27	29	0	532	88	78	771
11 Aude	14	13	0	0	406	96	72	601
12 Aveyron	3	8	14	0	312	64	55	456
13 Bouches du Rhône	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
14 Calvados	16	33	50	0	1 142	134	140	1 515
15 Cantal	7	4	5	0	122	15	8	161
16 Charente	19	15	33	0	559	26	98	750
17 Charente Maritime	11	43	19	0	767	151	104	1 095
18 Cher	8	21	22	0	573	225	130	979
19 Corrèze	5	11	13	0	165	15	32	241
2a Corse du Sud	6	0	4	0	108	14	15	147
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	30	9	63	0	618	215	92	1 027
22 Côtes d'Armor	14	3	15	0	812	79	123	1 046
23 Creuse	4	1	3	0	235	13	44	300
24 Dordogne	19	4	18	0	444	122	66	673
25 Doubs	13	12	14	0	612	104	95	850
26 Drome	7	29	13	0	648	65	121	883
27 Eure	18	44	39	0	851	103	173	1 228
28 Eure et loir	16	28	22	0	883	137	107	1 193
29 Finistère	35	0	33	0	1 405	78	345	1 896
30 Gard	24	20	17	0	617	270	125	1 073
31 Haute Garonne	37	24	45	0	700	343	134	1 283
32 Gers	0	8	0	0	182	29	33	252
33 Gironde	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
34 Hérault	37	28	30	0	1 361	376	165	1 997
35 Ille et Vilaine	37	54	38	0	1 241	118	228	1 716
36 Indre	10	5	5	2	302	79	29	432
37 Indre et Loire	14	17	28	0	981	106	128	1 274
38 Isère	27	44	15	0	1 026	235	191	1 538
39 Jura	4	11	6	0	321	66	61	469
40 Landes	6	19	14	0	435	328	108	910
41 Loir et Cher	8	7	10	0	366	60	60	511
42 Loire	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
43 Haute Loire	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	40	45	35	0	1 098	136	264	1 618
45 Loiret	25	14	40	1	792	132	130	1 134
46 Lot	3	0	3	0	147	44	37	234
47 Lot et Garonne	13	7	12	0	241	72	48	393
48 Lozère	0	0	5	0	20	6	13	44
49 Maine et Loire	20	21	27	0	1 106	128	140	1 442
50 Manche	18	20	51	0	556	73	41	759
51 Marne	34	42	38	0	894	44	131	1 183
52 Haute Marne	22	11	19	0	332	11	37	432
53 Mayenne	ND	ND	ND	ND	497	69	23	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P Mineurs (2)	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
54 Meurthe et Moselle	45	80	51	0	1 126	47	196	1 545
55 Meuse	7	3	27	0	460	31	47	575
56 Morbihan	41	54	26	0	647	80	97	945
57 Moselle	63	34	44	0	948	79	136	1 304
58 Nièvre	17	22	3	0	377	109	77	605
59 Nord	238	376	190	0	6 857	417	1 062	9 140
60 Oise	50	0	108	0	1 184	85	187	1 614
61 Orne	19	8	13	0	741	80	62	923
62 Pas de Calais	161	209	96	0	3 098	112	377	4 053
63 Puy de Dôme	24	40	19	ND	441	125	164	813
64 Pyrénées Atlantiques	18	25	17	0	464	231	51	806
65 Hautes Pyrénées	7	1	8	0	301	123	104	544
66 Pyrénées Orientales	9	10	7	0	466	93	33	618
67 Bas Rhin	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
68 Haut Rhin	50	31	18	0	833	63	29	1 024
69 Rhône	110	33	34	0	1 139	306	191	1 813
70 Haute Saône	4	32	2	0	309	41	41	429
71 Saône et Loire	21	8	25	0	542	123	74	793
72 Sarthe	25	36	20	0	658	92	107	938
73 Savoie	12	19	11	0	438	118	65	663
74 Haute Savoie	31	27	26	2	421	121	74	702
75 Paris	260	54	189	0	2 480	488	780	4 251
76 Seine Maritime	100	100	68	0	2 061	128	503	2 960
77 Seine et Marne	80	45	49	0	1 689	300	308	2 471
78 Yvelines	ND	ND	58	0	1 294	141	223	ND
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
80 Somme	17	47	30	0	1 148	21	152	1 415
81 Tarn	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
82 Tarn et Garonne	1	0	7	0	119	49	51	227
83 Var	38	41	31	0	770	92	73	1 045
84 Vaucluse	9	30	12	0	444	57	83	635
85 Vendée	11	13	16	0	521	72	116	749
86 Vienne	5	8	20	3	633	37	113	819
87 Haute Vienne	15	9	4	0	381	74	63	546
88 Vosges	25	18	18	1	309	53	33	457
89 Yonne	15	28	17	0	748	22	72	902
90 Territoire de Belfort	1	5	1	0	174	25	28	234
91 Essonne	61	35	66	0	1 261	369	473	2 265
92 Hauts de Seine	114	61	85	0	1 563	251	485	2 559
93 Seine Saint Denis	97	103	127	4	2 146	371	613	3 461
94 Val de Marne	83	36	47	0	1 025	258	348	1 797
95 Val d'Oise	49	27	48	0	1 069	140	197	1 530
971 Guadeloupe	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
972 Martinique	14	11	3	0	510	321	91	950
973 Guyane	NR	NR	NR	0	NR	NR	NR	950
974 Réunion	176	136	71	0	1 610	116	144	2 253
TOTAL estimé France hors DOM	2 997	2 882	2 959	18	76 393	11 803	13 883	110 935
Estimation DOM	229	163	116	0	2 509	921	1 225	5 163
TOTAL estimé France entière	3 226	3 045	3 075	18	78 902	12 724	15 108	116 098

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Délégation de l'autorité parentale

(2) Accueil provisoire de mineurs

(3) Accueil provisoire de jeunes majeurs

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
1 Ain	222	405	627
2 Aisne	216	1 328	1 544
3 Allier	116	625	741
4 Alpes de Haute Provence	71	138	209
5 Hautes-Alpes	NR	NR	NR
6 Alpes Maritimes	247	911	1 158
7 Ardèche	NR	NR	NR
8 Ardennes	97	624	721
9 Ariège	159	216	375
10 Aube	183	588	771
11 Aude	182	419	601
12 Aveyron	122	334	456
13 Bouches du Rhône	NR	NR	NR
14 Calvados	290	1 225	1 515
15 Cantal	30	131	161
16 Charente	143	607	750
17 Charente Maritime	266	829	1 095
18 Cher	363	616	979
19 Corrèze	52	189	241
2a Corse du Sud	35	112	147
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	337	690	1 027
22 Côtes d'Armor	216	830	1 046
23 Creuse	61	239	300
24 Dordogne	207	466	673
25 Doubs	212	638	850
26 Drome	193	690	883
27 Eure	294	934	1 228
28 Eure et loir	260	933	1 193
29 Finistère	458	1 438	1 896
30 Gard	419	654	1 073
31 Haute Garonne	514	769	1 283
32 Gers	62	190	252
33 Gironde	NR	NR	NR
34 Hérault	578	1 419	1 997
35 Ille et Vilaine	383	1 333	1 716
36 Indre	118	314	432
37 Indre et Loire	248	1 026	1 274
38 Isère	453	1 085	1 538
39 Jura	131	338	469
40 Landes	442	468	910
41 Loir et Cher	128	383	511
42 Loire	NR	NR	NR
43 Haute Loire	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	440	1 178	1 618
45 Loiret	287	847	1 134
46 Lot	84	150	234
47 Lot et Garonne	133	260	393
48 Lozère	19	25	44
49 Maine et Loire	288	1 154	1 442
50 Manche	132	627	759
51 Marne	209	974	1 183
52 Haute Marne	70	362	432

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
53 Mayenne	NR	NR	NR
54 Meurthe et Moselle	288	1 257	1 545
55 Meuse	85	490	575
56 Morbihan	218	727	945
57 Moselle	278	1 026	1 304
58 Nièvre	203	402	605
59 Nord	1 717	7 423	9 140
60 Oise	322	1 292	1 614
61 Orne	161	762	923
62 Pas de Calais	650	3 403	4 053
63 Puy de Dôme	313	500	813
64 Pyrénées Atlantiques	300	506	806
65 Hautes Pyrénées	234	310	544
66 Pyrénées Orientales	135	483	618
67 Bas Rhin	NR	NR	NR
68 Haut Rhin	142	882	1 024
69 Rhône	607	1 206	1 813
70 Haute Saône	86	343	429
71 Saône et Loire	218	575	793
72 Sarthe	224	714	938
73 Savoie	195	468	663
74 Haute Savoie	226	476	702
75 Paris	1 528	2 723	4 251
76 Seine Maritime	731	2 229	2 960
77 Seine et Marne	688	1 783	2 471
78 Yvelines	NR	NR	NR
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR
80 Somme	190	1 225	1 415
81 Tarn	NR	NR	NR
82 Tarn et Garonne	101	126	227
83 Var	203	842	1 045
84 Vaucluse	149	486	635
85 Vendée	199	550	749
86 Vienne	155	664	819
87 Haute Vienne	152	394	546
88 Vosges	111	346	457
89 Yonne	109	793	902
90 Territoire de Belfort	54	180	234
91 Essonne	903	1 362	2 265
92 Hauts de Seine	850	1 709	2 559
93 Seine Saint Denis	1 081	2 380	3 461
94 Val de Marne	689	1 108	1 797
95 Val d'Oise	386	1 144	1 530
971 Guadeloupe	NR	NR	NR
972 Martinique	426	524	950
973 Guyane	NR	NR	NR
974 Réunion	436	1 817	2 253
TOTAL estimé France hors DOM	28 682	82 253	110 935
Estimation DOM	2 376	2 787	5 163
TOTAL estimé France entière	31 058	85 040	116 098

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP** à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
1 Ain	21	64	0	85
2 Aisne	181	63	0	244
3 Allier	81	10	0	91
4 Alpes de Haute Provence	23	1	0	24
5 Hautes-Alpes	5	11	1	17
6 Alpes Maritimes	ND	ND	0	475
7 Ardèche	ND	ND	ND	ND
8 Ardennes	79	26	31	136
9 Ariège	24	5	0	29
10 Aube	34	123	0	157
11 Aude	45	36	0	81
12 Aveyron	ND	10	ND	ND
13 Bouches du Rhône	NR	NR	NR	NR
14 Calvados	73	302	0	375
15 Cantal	9	184	ND	ND
16 Charente	62	39	0	101
17 Charente Maritime	ND	ND	ND	211
18 Cher	50	5	2	57
19 Corrèze	55	42	0	97
2a Corse du Sud	29	15	NR	44
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	42	336	0	378
22 Côtes d'Armor	5	18	0	23
23 Creuse	39	6	0	45
24 Dordogne	57	179	0	236
25 Doubs	77	103	0	180
26 Drome	44	51	0	95
27 Eure	152	86	0	238
28 Eure et loir	88	145	9	242
29 Finistère	ND	87	ND	ND
30 Gard	42	214	1	257
31 Haute Garonne	95	361	NR	456
32 Gers	23	26	0	49
33 Gironde	NR	NR	NR	NR
34 Hérault	110	83	0	193
35 Ille et Vilaine	ND	258	ND	ND
36 Indre	12	18	1	31
37 Indre et Loire	128	35	NR	163
38 Isère	115	259	12	386
39 Jura	37	2	1	40
40 Landes	31	120	ND	ND
41 Loir et Cher	55	70	ND	125
42 Loire	NR	NR	NR	NR
43 Haute Loire	NR	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	87	646	0	733
45 Loiret	58	104	NR	162
46 Lot	10	35	0	45
47 Lot et Garonne	70	256	0	326
48 Lozère	6	46	0	52
49 Maine et Loire	ND	60	0	ND
50 Manche	27	146	0	173
51 Marne	133	38	13	184
52 Haute Marne	19	26	NR	45

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP** à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
53 Mayenne	25	41	NR	66
54 Meurthe et Moselle	193	165	0	358
55 Meuse	50	8	0	58
56 Morbihan	74	223	0	297
57 Moselle	229	442	0	671
58 Nièvre	57	13	2	72
59 Nord	854	311	NR	1 165
60 Oise	185	ND	0	185
61 Orne	65	30	0	95
62 Pas de Calais	287	255	15	557
63 Puy de Dôme	75	222	2	299
64 Pyrénées Atlantiques	13	294	0	307
65 Hautes Pyrénées	27	27	54	108
66 Pyrénées Orientales	47	45	0	92
67 Bas Rhin	NR	NR	NR	NR
68 Haut Rhin	49	365	0	414
69 Rhône	198	807	0	1 005
70 Haute Saône	23	38	0	61
71 Saône et Loire	58	225	0	283
72 Sarthe	110	282	NR	392
73 Savoie	15	96	0	111
74 Haute Savoie	31	5	16	52
75 Paris	333	389	NR	722
76 Seine Maritime	ND	ND	ND	859
77 Seine et Marne	266	285	NR	551
78 Yvelines	201	222	31	454
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR
80 Somme	143	176	0	319
81 Tarn	NR	NR	NR	NR
82 Tarn et Garonne	36	151	0	187
83 Var	64	52	0	116
84 Vaucluse	142	162	0	304
85 Vendée	48	20	0	68
86 Vienne	1	64	0	65
87 Haute Vienne	47	153	0	200
88 Vosges	63	102	0	165
89 Yonne	85	30	0	115
90 Territoire de Belfort	35	8	0	43
91 Essonne	238	61	0	299
92 Hauts de Seine	224	350	13	587
93 Seine Saint Denis	519	478	43	1 040
94 Val de Marne	248	114	0	362
95 Val d'Oise	NR	NR	NR	436
971 Guadeloupe	NR	NR	NR	NR
972 Martinique	117	29	6	152
973 Guyane	NR	NR	NR	NR
974 Réunion	452	68	210	730
TOTAL estimé France hors DOM	9 780	15 039	258	25 077
Estimation DOM	906	303	216	11 324
TOTAL estimé France entière	10 686	15 342	474	26 502

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(**) Délégation d'autorité parentale

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
1 Ain	627	85	712
2 Aisne	1 544	244	1 788
3 Allier	741	91	832
4 Alpes de Haute Provence	209	24	233
5 Hautes-Alpes	NR	17	NR
6 Alpes Maritimes	1 158	475	1 633
7 Ardèche	ND	ND	NR
8 Ardennes	721	136	857
9 Ariège	375	29	404
10 Aube	771	157	928
11 Aude	601	81	682
12 Aveyron	456	ND	NR
13 Bouches du Rhône	NR	NR	NR
14 Calvados	1 515	375	1 890
15 Cantal	161	ND	NR
16 Charente	750	101	851
17 Charente Maritime	1 095	211	1 306
18 Cher	979	57	1 036
19 Corrèze	241	97	338
2a Corse du Sud	147	44	191
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	1 027	378	1 405
22 Côtes d'Armor	1 046	23	1 069
23 Creuse	300	45	345
24 Dordogne	673	236	909
25 Doubs	850	180	1 030
26 Drome	883	95	978
27 Eure	1 228	238	1 466
28 Eure et loir	1 193	242	1 435
29 Finistère	1 896	ND	NR
30 Gard	1 073	257	1 330
31 Haute Garonne	1 283	456	1 739
32 Gers	252	49	301
33 Gironde	NR	NR	NR
34 Hérault	1 997	193	2 190
35 Ille et Vilaine	1 716	ND	NR
36 Indre	432	31	463
37 Indre et Loire	1 274	163	1 437
38 Isère	1 538	386	1 924
39 Jura	469	40	509
40 Landes	910	ND	NR
41 Loir et Cher	511	125	636
42 Loire	NR	NR	NR
43 Haute Loire	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	1 618	733	2 351
45 Loiret	1 134	162	1 296
46 Lot	234	45	279
47 Lot et Garonne	393	326	719
48 Lozère	44	52	96
49 Maine et Loire	1 442	ND	NR
50 Manche	759	173	932
51 Marne	1 183	184	1 367

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
52 Haute Marne	432	45	477
53 Mayenne	589	66	655
54 Meurthe et Moselle	1 545	358	1 903
55 Meuse	575	58	633
56 Morbihan	945	297	1 242
57 Moselle	1 304	671	1 975
58 Nièvre	605	72	677
59 Nord	9 140	1 165	10 305
60 Oise	1 614	185	1 799
61 Orne	923	95	1 018
62 Pas de Calais	4 053	557	4 610
63 Puy de Dôme	813	299	1 112
64 Pyrénées Atlantiques	806	307	1 113
65 Hautes Pyrénées	544	108	652
66 Pyrénées Orientales	618	92	710
67 Bas Rhin	NR	NR	NR
68 Haut Rhin	1 024	414	1 438
69 Rhône	1 813	1 005	2 818
70 Haute Saône	429	61	490
71 Saône et Loire	793	283	1 076
72 Sarthe	938	392	1 330
73 Savoie	663	111	774
74 Haute Savoie	702	52	754
75 Paris	4 251	727	4 978
76 Seine Maritime	2 960	859	3 819
77 Seine et Marne	2 471	551	3 022
78 Yvelines	ND	454	NR
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR
80 Somme	1 415	319	1 734
81 Tarn	NR	NR	NR
82 Tarn et Garonne	227	187	414
83 Var	1 045	116	1 161
84 Vaucluse	635	304	939
85 Vendée	749	68	817
86 Vienne	819	65	884
87 Haute Vienne	546	200	746
88 Vosges	457	165	622
89 Yonne	902	115	1 017
90 Territoire de Belfort	234	43	277
91 Essonne	2 265	299	2 564
92 Hauts de Seine	2 559	587	3 146
93 Seine Saint Denis	3 461	1 040	4 501
94 Val de Marne	1 797	362	2 159
95 Val d'Oise	1 530	436	1 966
971 Guadeloupe	NR	NR	NR
972 Martinique	950	152	1 102
973 Guyane	NR	NR	NR
974 Réunion	2 253	730	2 983
TOTAL estimé France hors DOM	110 935	25 077	136 012
Estimation DOM	5 163	1 425	6 588
TOTAL estimé France entière	116 098	26 502	142 600

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
1 Aïn	202	652	854
2 Aisne	295	1 249	1 544
3 Allier	96	595	691
4 Alpes de Haute Provence	187	210	397
5 Hautes-Alpes	50	181	231
6 Alpes Maritimes	533	1 503	2 036
7 Ardèche	ND	348	ND
8 Ardennes	366	574	940
9 Ariège	99	258	357
10 Aube	90	378	468
11 Aude	575	440	1 015
12 Aveyron	206	359	565
13 Bouches du Rhône	NR	NR	NR
14 Calvados	516	1 464	1 980
15 Cantal	105	432	537
16 Charente	82	174	256
17 Charente Maritime	173	444	617
18 Cher	57	314	371
19 Corrèze	208	293	501
2a Corse du Sud	154	287	441
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	400	855	1 255
22 Côtes d'Armor	377	1 391	1 768
23 Creuse	284	273	557
24 Dordogne	188	463	651
25 Doubs	109	701	810
26 Drome	146	1 127	1 273
27 Eure	494	1 079	1 573
28 Eure et loir	93	831	924
29 Finistère	620	713	1 333
30 Gard	399	454	853
31 Haute Garonne	834	1 283	2 117
32 Gers	143	112	255
33 Gironde	NR	NR	NR
34 Hérault	442	1 338	1 780
35 Ille et Vilaine	296	1 669	1 965
36 Indre	389	355	744
37 Indre et Loire	375	921	1 296
38 Isère	361	1 503	1 864
39 Jura	324	421	745
40 Landes	254	644	898
41 Loir et Cher	245	282	527
42 Loire	NR	NR	NR
43 Haute Loire	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	258	2 129	2 387
45 Loiret	379	658	1 037
46 Lot	234	143	377
47 Lot et Garonne	165	652	817
48 Lozère	27	99	126
49 Maine et Loire	166	430	596
50 Manche	533	382	915
51 Marne	55	762	817

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
52 Haute Marne	76	186	262
53 Mayenne	181	270	451
54 Meurthe et Moselle	307	1 814	2 121
55 Meuse	10	252	262
56 Morbihan	533	710	1 243
57 Moselle	174	1 309	1 483
58 Nièvre	113	279	392
59 Nord	887	7 638	8 525
60 Oise	ND	1 092	ND
61 Orne	178	770	948
62 Pas de Calais	508	2 451	2 959
63 Puy de Dôme	333	1 196	1 529
64 Pyrénées Atlantiques	272	1 450	1 722
65 Hautes Pyrénées	45	214	259
66 Pyrénées Orientales	389	449	838
67 Bas Rhin	NR	NR	NR
68 Haut Rhin	57	1 824	1 881
69 Rhône	1 779	3 065	4 844
70 Haute Saône	262	487	749
71 Saône et Loire	206	549	755
72 Sarthe	83	831	914
73 Savoie	57	531	588
74 Haute Savoie	313	500	813
75 Paris	1 401	2 621	4 022
76 Seine Maritime	ND	3 340	ND
77 Seine et Marne	1 006	2 209	3 215
78 Yvelines	830	1 341	2 171
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR
80 Somme	186	1 397	1 583
81 Tarn	NR	NR	NR
82 Tarn et Garonne	148	224	372
83 Var	266	826	1 092
84 Vaucluse	55	550	605
85 Vendée	510	646	1 156
86 Vienne	36	545	581
87 Haute Vienne	146	609	755
88 Vosges	277	720	997
89 Yonne	70	599	669
90 Territoire de Belfort	106	282	388
91 Essonne	1 181	1 077	2 258
92 Hauts de Seine	1 032	1 952	2 984
93 Seine Saint Denis	503	2 552	3 055
94 Val de Marne	271	883	1 154
95 Val d'Oise	282	1 437	1 719
971 Guadeloupe	NR	NR	NR
972 Martinique	362	306	668
973 Guyane	NR	NR	NR
974 Réunion	651	1 506	2 157
TOTAL estimé France hors DOM	31 463	94 878	126 341
Estimation DOM	1 247	3 909	5 156
TOTAL estimé France entière	32 710	98 787	131 497

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Autres
1 Ain	282	311	13
2 Aisne	1 126	NR	39
3 Allier	571	NR	0
4 Alpes de Haute Provence	142	55	2
5 Hautes-Alpes	64	NR	NR
6 Alpes Maritimes	457	574	67
7 Ardèche	ND	ND	ND
8 Ardennes	545	144	6
9 Ariège	ND	ND	ND
10 Aube	395	NR	13
11 Aude	388	182	6
12 Aveyron	334	83	19
13 Bouches du Rhône	NR	NR	NR
14 Calvados	1 061	404	43
15 Cantal	134	25	0
16 Charente	490	219	0
17 Charente Maritime	823	267	5
18 Cher	651	271	19
19 Corrèze	177	45	0
2a Corse du Sud	137	NR	0
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	632	336	50
22 Côtes d'Armor	745	229	27
23 Creuse	251	27	0
24 Dordogne	485	164	23
25 Doubs	575	219	19
26 Drome	514	273	8
27 Eure	736	419	0
28 Eure et loir	331	522	ND
29 Finistère	1 218	531	0
30 Gard	ND	ND	ND
31 Haute Garonne	495	NR	0
32 Gers	191	58	3
33 Gironde	NR	NR	NR
34 Hérault	1 334	492	144
35 Ille et Vilaine	1 178	424	82
36 Indre	282	128	22
37 Indre et Loire	687	NR	0
38 Isère	732	740	2
39 Jura	229	197	16
40 Landes	633	199	7
41 Loir et Cher	373	128	1
42 Loire	NR	NR	NR
43 Haute Loire	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	763	761	59
45 Loiret	622	NR	0
46 Lot	138	70	7
47 Lot et Garonne	240	152	0
48 Lozère	24	10	2
49 Maine et Loire	692	737	13
50 Manche	524	169	66
51 Marne	0	8	43
52 Haute Marne	344	NR	4

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Autres
53 Mayenne	448	NR	0
54 Meurthe et Moselle	486	399	73
55 Meuse	337	231	2
56 Morbihan	769	139	1
57 Moselle	811	444	12
58 Nièvre	420	149	5
59 Nord	4 753	NR	391
60 Oise	669	ND	ND
61 Orne	766	110	3
62 Pas de Calais	2 487	1 335	0
63 Puy de Dôme	561	178	35
64 Pyrénées Atlantiques	498	228	80
65 Hautes Pyrénées	338	170	2
66 Pyrénées Orientales	415	186	18
67 Bas Rhin	NR	NR	NR
68 Haut Rhin	418	606	0
69 Rhône	819	777	80
70 Haute Saône	214	200	0
71 Saône et Loire	431	334	14
72 Sarthe	664	NR	12
73 Savoie	395	233	35
74 Haute Savoie	295	384	18
75 Paris	1 777	NR	233
76 Seine Maritime	1 258	1 305	ND
77 Seine et Marne	836	NR	0
78 Yvelines	496	1 158	50
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR
80 Somme	979	336	0
81 Tarn	NR	NR	NR
82 Tarn et Garonne	176	20	0
83 Var	441	566	16
84 Vaucluse	317	270	27
85 Vendée	528	148	11
86 Vienne	529	208	18
87 Haute Vienne	338	192	0
88 Vosges	287	154	2
89 Yonne	601	289	0
90 Territoire de Belfort	122	70	28
91 Essonne	972	557	570
92 Hauts de Seine	927	993	261
93 Seine Saint Denis	1 743	1 029	483
94 Val de Marne	ND	ND	ND
95 Val d'Oise	670	690	133
971 Guadeloupe	NR	NR	NR
972 Martinique	542	396	6
973 Guyane	NR	NR	NR
974 Réunion	1 678	NR	142
TOTAL estimé France hors DOM	58 962	41 370	4 056
Estimation DOM	3 173	1 436	301
TOTAL estimé France entière	62 135	42 806	4 357

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

AIDE SOCIALE

DE L'ÉTAT

Tableau 1 - Allocation simple et allocation supplémentaire en faveur des personnes âgées, allocation différentielle en faveur des personnes handicapées, aide sociale aux familles dont le soutien accomplit son service national.

Tableau 2 - Aide sociale aux sans domicile fixe : aide sociale aux personnes âgées, aide sociale aux personnes handicapées, aide sociale à l'enfance.

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Personnes âgées		Pers. Handic.	Aide aux familles (1)
	Alloc. simple	Alloc. supplém.	Alloc. différent.	
1 Ain	0	0	0	0
2 Aisne	0	0	0	0
3 Allier	0	0	10	0
4 Alpes de Haute Provence	1	1	0	0
5 Hautes-alpes	1	0	4	0
6 Alpes Maritimes	5	1	27	0
7 Ardèche	0	0	3	0
8 Ardennes	0	0	0	0
9 Ariège	0	0	4	0
10 Aube	0	0	1	0
11 Aude	0	0	5	0
12 Aveyron	0	0	0	0
13 Bouches du Rhône	4	1	45	0
14 Calvados	0	0	1	0
15 Cantal	0	0	1	0
16 Charente	0	0	14	1
17 Charente Maritimes	0	0	0	0
18 Cher	0	0	36	0
19 Corrèze	1	1	9	0
2a Corse du Sud	0	0	0	0
2b Haute Corse	0	0	0	0
21 Côte d'Or	0	0	46	0
22 Côtes d'Armor	2	2	13	0
23 Creuse	0	0	0	0
24 Dordogne	0	0	13	0
25 Doubs	3	3	18	0
26 Drome	0	0	6	0
27 Eure	0	0	16	0
28 Eure et loir	2	2	5	0
29 Finistère	2	2	50	0
30 Gard	0	0	11	0
31 Haute Garonne	0	0	35	0
32 Gers	1	0	0	0
33 Gironde	0	0	5	0
34 Hérault	0	0	1	0
35 Ille et Vilaine	1	1	36	0
36 Indre	0	0	2	0
37 Indre et Loire	2	2	6	0
38 Isère	0	0	0	0
39 Jura	0	0	0	0
40 Landes	0	3	45	0
41 Loir et Cher	0	0	2	0
42 Loire	1	0	1	0
43 Haute Loire	NR	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	0	0	40	0
45 Loiret	0	0	21	0
46 Lot	0	0	9	0
47 Lot et Garonne	0	0	0	0
48 Lozère	1	2	2	0
49 Maine et Loire	0	0	0	1
50 Manche	0	0	0	1
51 Marne	0	0	14	0
52 Haute Marne	0	0	0	0

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Personnes âgées		Pers. Handic.	Aide aux familles (1)
	Alloc. simple	Alloc. supplém.	Alloc. différent.	
53 Mayenne	3	0	2	0
54 Meurthe et Moselle	0	0	0	0
55 Meuse	0	0	0	0
56 Morbihan	0	0	16	0
57 Moselle	0	0	2	0
58 Nièvre	1	0	8	0
59 Nord	2	1	52	1
60 Oise	1	0	47	1
61 Orne	0	0	27	0
62 Pas de Calais	0	0	36	0
63 Puy de Dôme	0	0	18	0
64 Pyrénées Atlantiques	0	0	20	0
65 Hautes Pyrénées	0	0	20	0
66 Pyrénées Orientales	0	0	0	0
67 Bas Rhin	1	0	61	0
68 Haut Rhin	0	0	24	0
69 Rhône	0	0	7	0
70 Haute Saône	0	0	0	0
71 Saône et Loire	2	2	43	0
72 Sarthe	1	0	25	0
73 Savoie	1	0	4	0
74 Haute Savoie	1	0	5	0
75 Paris	4	ND	76	0
76 Seine Maritime	2	2	0	0
77 Seine et Marne	0	0	13	0
78 Yvelines	1	0	29	0
79 Deux Sèvres	0	0	1	0
80 Somme	0	0	18	0
81 Tarn	2	0	27	0
82 Tarn et Garonne	0	0	5	0
83 Var	0	0	12	0
84 Vaucluse	2	ND	10	0
85 Vendée	0	0	6	0
86 Vienne	0	0	18	0
87 Haute Vienne	0	0	27	0
88 Vosges	0	0	8	0
89 Yonne	0	0	6	0
90 Territoire de Belfort	0	0	2	0
91 Essonne	NR	NR	NR	NR
92 Hauts de Seine	3	2	0	0
93 Seine Saint Denis	0	0	97	0
94 Val de Marne	1	0	88	0
95 Val d'Oise	0	0	6	0
971 Guadeloupe	40	26	0	0
972 Martinique	66	65	NR	NR
973 Guyane	32	21	0	0
974 Réunion	10	10	0	0
TOTAL estimé France hors DOM	68	28	1 459	5
Estimation DOM	148	122	0	0
TOTAL estimé France entière	216	150	1 459	5

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Aide sociale aux familles dont les soutiens accomplissent leur service national

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Aide sociale aux sans domicile fixe			
	Pers. âgées	Pers. handicapées	Enfance	Total
1 Aïn	30	7	0	37
2 Aisne	63	9	0	72
3 Allier	17	4	0	21
4 Alpes de Haute Provence	8	6	0	14
5 Hautes-alpes	17	7	ND	ND
6 Alpes Maritimes	36	22	0	58
7 Ardèche	12	2	0	14
8 Ardennes	3	1	0	4
9 Ariège	5	1	1	7
10 Aube	10	5	0	15
11 Aude	11	6	0	17
12 Aveyron	8	0	0	8
13 Bouches du Rhône	135	19	0	154
14 Calvados	10	13	0	23
15 Cantal	0	1	0	1
16 Charente	27	16	0	43
17 Charente Maritimes	16	1	0	17
18 Cher	36	12	0	48
19 Corrèze	9	12	0	21
2a Corse du Sud	2	0	0	2
2b Haute Corse	0	0	0	0
21 Côte d'Or	32	20	0	52
22 Côtes d'Armor	13	10	0	23
23 Creuse	9	1	0	10
24 Dordogne	25	10	0	35
25 Doubs	9	5	0	14
26 Drome	11	3	0	14
27 Eure	59	6	0	65
28 Eure et loir	55	11	0	66
29 Finistère	19	10	0	29
30 Gard	30	2	0	32
31 Haute Garonne	NR	NR	NR	NR
32 Gers	29	15	1	45
33 Gironde	35	7	0	42
34 Hérault	66	13	0	79
35 Ille et Vilaine	59	33	0	92
36 Indre	15	2	0	17
37 Indre et Loire	39	9	0	48
38 Isère	23	26	0	49
39 Jura	12	2	0	14
40 Landes	9	4	0	13
41 Loir et Cher	4	7	0	11
42 Loire	20	1	0	21
43 Haute Loire	NR	NR	NR	NR
44 Loire Atlantique	31	49	0	80
45 Loiret	20	16	0	36
46 Lot	13	5	0	18
47 Lot et Garonne	26	12	0	38
48 Lozère	28	9	0	37
49 Maine et Loire	15	11	0	26
50 Manche	21	13	0	34
51 Marne	19	1	0	20
52 Haute Marne	2	2	0	4

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Aide sociale aux sans domicile fixe			
	Pers. âgées	Pers. handicapées	Enfance	Total
53 Mayenne	0	6	0	6
54 Meurthe et Moselle	4	5	0	9
55 Meuse	7	0	0	7
56 Morbihan	29	9	0	38
57 Moselle	21	2	0	23
58 Nièvre	10	6	0	16
59 Nord	91	32	0	123
60 Oise	82	5	1	88
61 Orne	27	6	ND	ND
62 Pas de Calais	14	4	0	18
63 Puy de Dôme	13	7	0	20
64 Pyrénées Atlantiques	40	8	0	48
65 Hautes Pyrénées	37	13	0	50
66 Pyrénées Orientales	24	11	0	35
67 Bas Rhin	31	36	1	68
68 Haut Rhin	49	33	0	82
69 Rhône	57	24	0	81
70 Haute Saône	9	1	0	10
71 Saône et Loire	12	5	0	17
72 Sarthe	11	12	0	23
73 Savoie	8	1	0	9
74 Haute Savoie	8	7	0	15
75 Paris	64	21	0	85
76 Seine Maritime	70	8	0	78
77 Seine et Marne	99	38	0	137
78 Yvelines	62	65	0	127
79 Deux Sèvres	7	6	0	13
80 Somme	18	3	0	21
81 Tarn	34	12	0	46
82 Tarn et Garonne	13	1	0	14
83 Var	78	9	0	87
84 Vaucluse	37	2	0	39
85 Vendée	22	8	0	30
86 Vienne	6	4	0	10
87 Haute Vienne	6	27	0	33
88 Vosges	4	4	0	8
89 Yonne	13	6	0	19
90 Territoire de Belfort	4	3	0	7
91 Essonne	NR	NR	NR	NR
92 Hauts de Seine	258	36	0	294
93 Seine Saint Denis	55	36	0	91
94 Val de Marne	124	6	0	130
95 Val d'Oise	96	5	0	101
971 Guadeloupe	0	0	0	0
972 Martinique	NR	NR	NR	NR
973 Guyane	0	0	0	0
974 Réunion	0	0	0	0
TOTAL estimé France hors DOM	3 145	1 056	4	4 205
Estimation DOM	0	0	0	0
TOTAL estimé France entière	3 145	1 056	4	4 205

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.